

Le Président fédéral de la République d'Autriche:
Le docteur Erhard Schiffner, Conseiller de Légation, Directeur adjoint du Département juridique des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi des Belges:
M. J. Mélot, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:
Le Très Honorable W. G. A. Ormsby Gore, M. P., Premier Commissaire aux Travaux publics.
Pour le Commonwealth d'Australie:
Le Très Honorable S. M. Bruce, C.H., M.C., M.P.
Pour l'Union Sud-Africaine:
M. C. T. te Water, Haut Commissaire à Londres.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:
M. Dimitri Mikoff, Chargé d'affaires à Berne, Représentant permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République du Chili:
M. Enrique J. Gajardo, Chef du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président du Gouvernement national de la République de Chine:
Le docteur V. K. Wellington Koo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, Représentant au Conseil de la Société des Nations.
M. Quo Tai-chi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig:
M. Edouard Raczyński, Ministre plénipotentiaire, Délégué auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République espagnole:
Madame Isabel Oyarzabal de Palencia.

Le Président de la République française:
M. Jules Gautier, Président de section honoraire au Conseil d'État.

Le Président de la République hellénique:
M. R. Raphaël, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:
M. Ladislas Tahy de Tahvár et Tarkeö, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Chef de la Délégation auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Lettonie:
M. Jules Feldmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Lithuanie:
M. Vaclovas Sidzikauskas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique et près le Conseil fédéral suisse.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:
M. Xavier-John Raisin, Consul général à Genève.

Sa Majesté le Roi de Norvège:
M. Peter Hersleb Birkeland, Conseiller de Légation, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Panama:
Le docteur Raoul A. Amador, Ministre résident.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:
M. J. Limburg, Membre du Conseil d'État.

Le Président de la République de Pologne:
M. Edouard Raczyński, Ministre plénipotentiaire, Délégué auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République portugaise:
Le docteur José Caetano Lobo d'Avila Lima, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi de Suède:
M. K. I. Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Conseil fédéral suisse:
M. Franz Stämpfli, Procureur de la Confédération;
M. Camille Gorgé, Premier Chef de Section au Département politique fédéral.

Le Président de la République tchécoslovaque:
M. Rudolf Künzl-Jizerský, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:
M. Constantin Fotitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille majeure en vue de la débauche dans un autre pays, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

La tentative est également punissable. Il en est de même, dans les limites légales, des actes préparatoires.

Au sens du présent article, l'expression „pays“ comprend les colonies et protectorats de la Haute Partie contractante intéressée, ainsi que les territoires sous sa suzeraineté et ceux pour lesquels un mandat lui a été confié.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne sera pas, dès à présent, suffisante pour réprimer les infractions prévues par l'article précédent s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer au sujet de tout individu de l'un ou l'autre sexe qui aura commis ou tenté de commettre l'une des infractions visées par la présente Convention, ou par les Conventions de 1910, et 1921, relatives

à la répression de la traite des femmes et des enfants, si les éléments constitutifs de l'infraction ont été ou devaient être réalisés dans des pays différents, les informations suivantes (ou des informations analogues que permettent de fournir les lois et règlements intérieurs):

a) Les jugements de condamnation avec toutes autres informations utiles qui pourraient être obtenues sur le délinquant, par exemple sur son état civil, son signalement, ses empreintes digitales, sa photographie, son dossier de police, sa manière d'opérer, etc.

b) L'indication des mesures de refoulement ou d'expulsion dont il aurait été l'objet.

Ces documents et informations seront envoyés directement et sans délai aux autorités des pays intéressés dans chaque cas particulier par les autorités désignées conformément à l'article premier de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904. Cet envoi aura lieu, autant qu'il est possible, dans tous les cas de constatation de l'infraction, de condamnation, de refoulement ou d'expulsion.

Article 4.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Conventions de 1910 et 1921, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. À défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 5.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au premier avril 1934, ouverte à la signature de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre qui s'est fait représenter à la Conférence qui a élaboré la présente Convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux États non membres visés à l'article précédent.

Article 7.

À dater du 1er avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre visé à l'article 5 pourra adhérer à la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux États non membres visés audit article.

Article 8.

La présente Convention entrera en vigueur soixante jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu deux ratifications ou adhésions.

Elle sera enregistrée par le Secrétaire général le jour de son entrée en vigueur. Les ratifications ou adhésions ultérieures prendront effet à l'expiration d'un délai de soixante jours, à partir du jour de leur réception par le Secrétaire général.

Article 9.

La présente Convention pourra être dénoncée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette dénonciation prendra effet un an après sa réception et seulement à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée.

Article 10.

Toute Haute Partie contractante pourra déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente Convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement déclarer au Secrétaire général de la Société des Nations que la présente Convention s'applique à l'ensemble ou à une partie des territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent. Ladite déclaration prendra effet soixante jours après sa réception.

Toute Haute Partie contractante pourra, à tout moment, retirer en tout ou en partie la déclaration visée à l'alinéa 2. Dans ce cas, cette déclaration de retrait aura effet un an après sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux États non membres visés à l'article 5, les dénonciations prévues à l'article 9 et les déclarations reçues en vertu du présent article.

Malgré la déclaration faite en vertu de l'alinéa premier du présent article, l'alinéa 3 de l'article premier reste applicable.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le onze octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres visés à l'article 5.

ALBANIE

Lec KURTI.

ALLEMAGNE

WOERMANN.

AUTRICHE

Dr. Erhard SCHIFFNER.

BELGIQUE

Sous réserve de l'article 10.

J. MÉLOT.

GRANDE-BRETAGNE

ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

William G. A. ORMSBY GORE.

AUSTRALIE

S. M. BRUCE.

UNION SUD-AFRICAINE

C. T. te WATER.

BULGARIE

D. MIKOFF.

CHILI

Enrique J. GAJARDO V.

CHINE

V. K. Wellington KOO
QUO TAI-CHI.

VILLE LIBRE DE DANTZIG

Edouard RACZYŃSKI.

ESPAGNE

Isabel OYARZABAL de PALENCIA

FRANCE

Jules GAUTIER

GRÈCE

R. RAPHAËL.

HONGRIE

Ladislas de TAHY.

LETONIE

J. FELDMANS.

LITHUANIE

Vaclovas SIDZIKAIUSKAS.

MONACO Xavier RAISIN.	PORTUGAL J. LOBO d'AVILA LIMA.
NORVÈGE Sous réserve de ratification Hersleb BIRKELAND.	SUÈDE K. I. WESTMAN Sous réserve de ratification de S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.
PANAMA R. A. AMADOR.	SUISSE STÄMPFLI C. GORGÉ.
PAYS-BAS Y compris les Indes néerlandaises le Surinam et Curaçao LIMBURG.	TCHÉCOSLOVAQUIE Rudolf KÜNZL-JIZERSKÝ.
POLOGNE Edouard RACZYŃSKI.	YUGOSLAVIE Constantin FOTITCH.

International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age.

His Majesty the King of the Albanians; the President of the German Reich; the Federal President of the Austrian Republic; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the King of the Bulgarians; the President of the Republic of Chile; the President of the National Government of the Republic of China; the President of the Polish Republic, for the Free City of Danzig; the President of the Spanish Republic; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary; the President of the Latvian Republic; the President of the Republic of Lithuania; His Serene Highness the Prince of Monaco; His Majesty the King of Norway; the President of the Republic of Panama; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic; the President of the Portuguese Republic; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; the President of the Czechoslovak Republic; His Majesty the King of Yugoslavia.

Being anxious to secure more completely the suppression of the traffic in women and children;

Having taken note of the recommendations contained in the Report to the Council of the League of Nations by the Traffic in Women and Children Committee on the work of its twelfth session;

Having decided to complete by a new Convention the Agreement of May 18th, 1904, and the Conventions of May 4th, 1910, and September 30th, 1921, relating to the suppression of the traffic in women and children,

Have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Lec Kurti, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the German Reich:

Dr. Woermann, Counsellor of Legation.

The Federal President of the Austrian Republic:

Dr. Erhard Schiffner, Counsellor of Legation, Assistant Director of the Legal Department at the Ministry of Foreign Affairs.

His Majesty the King of the Belgians:

M. J. Mélot, Envoy Extraordinary and Ministre Plenipotentiaire.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

The Right Honourable W. G. A. Ormsby Gore, M. P., First Commissioner, His Majesty's Office of Works and Public Buildings.

For the Commonwealth of Australia:

The Right Honourable S. M. Bruce, C. H., M. C., M. P.

For the Union of South Africa:

M. C. T. de Water, High Commissioner in London.

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires at Berné, Permanent Representative accredited to the League of Nations.

The President of the Republic of Chile:

M. Enrique J. Gajardo, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

The President of the National Government of the Republic of China:

Dr. V. K. Wellington Koo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to the President of the French Republic, Representative on the Council of the League of Nations.

M. Quo Tai-chi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to His Britannic Majesty.

The President of the Polish Republic, for the Free City of Danzig:

M. Edouard Raczyński, Minister Plenipotentiaire, Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Spanish Republic:

Mme. Isabel Oyarzabal de Palencia.

The President of the French Republic:

M. Jules Gautier, Honorary President of Section in the Council of State.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. Raphaël, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Ladislav Tahy de Tahvár et Tarkeö, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to the Swiss Federal Council, Head of the Delegation accredited to the League of Nations.

The President of the Latvian Republic:

M. Jules Feldmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Republic of Lithuania:

M. Vaclavas Sidzikauskas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to His Britannic Majesty and to the Swiss Federal Council.

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Xavier John Raisin, Consul-General at Geneva.

His Majesty the King of Norway:

M. Peter Hersleb Birkeland, Counsellor of Legation, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Republic of Panama:

Dr. Raoul A. Amador, Resident Minister.

Her Majesty the Queen of The Netherlands:

M. J. Limburg, Member of the Council of State.

The President of the Polish Republic:

M. Edouard Raczyński, Minister Plenipotentiaire, Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Portuguese Republic:

Dr. José Caetano Lobo d'Avila Lima, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire to the Swiss Federal Council.

The Swiss Federal Council:

M. Franz Stämpfli, „Procureur“ of the Confederation;

M. Camille Gorgé, First Head of Section in the Federal Political Department.

The President of the Czechoslovak Republic:

M. Rudolf Künzl-Jizerský, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire, to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Yugoslavia:

M. Constantin Fotitch, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiaire, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Whoever, in order to gratify the passions of another person, has procured, enticed or led away even with her consent, a woman or girl of full age for immoral purposes to be carried out in another country, shall be punished, notwithstanding that the various acts constituting the offence may have been committed in different countries.

Attempted offences, and, within the legal limits, acts preparatory to the offences in question, shall also be punishable.

For the purposes of the present Article, the term „country“ includes the colonies and protectorates of the High Contracting Party concerned, as well as territories under his suzerainty and territories for which a mandate has been entrusted to him.

Article 2.

The High Contracting Parties whose laws are at present inadequate to deal with the offences specified in the preceding Article agree to take the necessary steps to ensure that these offences shall be punished in accordance with their gravity.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other in regard to any person of either sex who has committed or attempted to commit any of the offences referred to in the present Convention or in the Conventions of 1910 and 1921 on the Suppression of the Traffic in Women and Children, the various constituent acts of which were, or were to have been, accomplished in different countries, the following information (or similar information which it may be possible to supply under the laws and regulations of the country concerned):

(a) Records of convictions, together with any useful and available information with regard to the offender, such as his civil status, description, finger-prints, photograph and police record, his methods of operation, etc.

(b) Particulars of any measures of refusal of admission or of expulsion which may have been applied to him.

These documents and information shall be sent direct and without delay to the authorities of the countries concerned in each particular case by the authorities named in Article 1 of the Agreement concluded in Paris on May 18th, 1904, and, if possible, in all cases when the offence, conviction, refusal of admission or expulsion has been duly established.

Article 4.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention or of the Conventions of 1910 and 1921, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 5.

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date, and shall until April 1st, 1934, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference which drew up this Convention or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

Article 7.

As from April 1st, 1934, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 5.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

Article 8.

The present Convention shall come into force sixty days after the Secretary-General of the League of Nations has received two ratifications or accessions.

It shall be registered by the Secretary-General on the day of its entry into force. Subsequent ratifications or accessions shall take effect at the end of sixty days after their receipt by the Secretary-General.

Article 9.

The present Convention may be denounced by notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such denunciation shall take effect one year after its receipt, but only in relation to the High Contracting Party who has notified it.

Article 10.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, territories under his suzerainty, or territories for which a mandate has been entrusted to him.

Any High Contracting Party may subsequently declare to the Secretary-General of the League of Nations that the present Convention is to apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph. The said declaration shall take effect sixty days after its receipt.

Any High Contracting Party may at any moment withdraw, in whole or in part, any declaration made under the second paragraph of this Article. Such withdrawal will take effect one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League, and to the non-member States mentioned in Article 5, the denunciations referred to in Article 9, and the declarations received under the present Article.

Notwithstanding any declaration made under the first paragraph of the present Article, the third paragraph of Article 1 remains applicable.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the eleventh day of October, one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 5.

ALBANIA Lec KURTI.	HUNGARY Ladislav de TAHY.
GERMANY WOERMANN.	LATVIA J. FELDMANS.
AUSTRIA Dr. Erhard SCHIFFNER.	LITHUANIA Vaclovas SIDZIKAUSKAS.
BELGIUM J. MÉLOT.	MONACO Xavier RAISIN.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations. William G. A. ORMSBY GORE.	NORWAY Hersleb BIRKELAND.
AUSTRALIA S. M. BRUCE.	PANAMA R. A. AMADOR.
UNION OF SOUTH AFRICA C. T. te WATER.	THE NETHERLANDS LIMBURG.
BULGARIA D. MIKOFF.	POLAND Edouard RACZYŃSKI.
CHILE Enrique J. GAJARDO V.	PORTUGAL J. LOBO d'AVILA LIMA.
CHINA V. K. Wellington KOO QUO TAI-CHI.	SWEDEN K. I. WESTMAN.
FREE CITY OF DANZIG Edouard RACZYŃSKI.	SWITZERLAND STÄMPFLI C. GORGÉ
SPAIN Isabel OYARZABAL de PALENCIA.	CZECHOSLOVAKIA Rudolf KÜNZL-JIZERSKÝ.
FRANCE Jules GAUTIER.	YUGOSLAVIA Constantin FOTITCH.
GREECE R. RAPHAËL.	

Tulkojums.

Starptautiskā konvencija pilngadīgo sieviešu tirdzniecības apkaņošanai.

Viņa Majestāte Albāņu Kēniņš; Vācijas valsts prezidents; Austrijas republikas federālais prezidents; Viņa Majestāte Beļģiešu Kēniņš; Viņa Majestāte Lielbritānijas, Irijas un Britānijas Aizjūras Dominiju Kēniņš; Indijas Keizars; Viņa Majestāte Bulgāru Kēniņš; Čiles republikas prezidents; Ķīnas republikas nacionālās valdības prezidents; Polijas republikas prezidents Dancigas brīvpilsētas vārdā; Spānijas republikas prezidents; Francijas republikas prezidents; Grieķijas republikas prezidents; Viņa Gaišā Augstība Ungārijas Kēniņvalsts Pavaldonis; Latvijas Republikas Prezidents; Lietavas republikas prezidents; Viņa Gaišā Augstība Monākas Princis; Viņa Majestāte Norvēģijas Kēniņš; Panamas republikas prezidents; Viņas Majestāte Holandes Kēniņiene; Polijas republikas prezidents; Portugāles republikas prezidents; Viņa Majestāte Zviedrijas Kēniņš; Šveices federālā padome; Čehoslovāķijas republikas prezidents; Viņa Majestāte Dienvidslāvijas Kēniņš.

Vēlēdāmie pilnīgāk nodrošināt sieviešu un bērnu tirdzniecības apkaņošanu; iepazīties ar ieteikumiem, kas ietverti Sieviešu un bērnu tirdzniecības komitejas ziņojumā par savas divpadsmitās sesijas darbiem Tautu Savienības Padomei; nolēmuši papildināt ar jaunu konvenciju 1904. g. 18. maija vienošanos un 1910. gada 4. maija un 1921. gada 30. septembra konvencijas par sieviešu un bērnu tirdzniecības apkaņošanu,

ieceluši šim nolūkam par saviem pilnvarniekiem:
Viņa Majestāte Albāņu Kēniņš:
Lec K u r t i kungu, prezidējošo ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;
Vācijas valsts prezidents:
Doktoru W o e r m a n n, sūtniecības padomnieku;
Austrijas republikas federālais prezidents:
Doktoru Erhard Schiffner, sūtniecības padomnieku, Ārlietu ministrijas juridiskā departamenta vicedirektoru;
Viņa Majestāte Beļģiešu Kēniņš:
J. Mélot kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru;
Viņa Majestāte Lielbritānijas, Ziemeļ-Irijas un Britānijas Aizjūras Dominiju Kēniņš, Indijas Keizars:
Lielbritānijai, Ziemeļirijai, kā arī visām Britānijas Imperijas daļām, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi:
Ļoti godājamo W. G. A. Ormsby Gore, M. P., pirmo komisāru sabiedrisko darbu pārvaldē;

Austrālijas Federācijai:

Ļoti godājamo S. M. Bruce, C. H., M. C., M. P.;

Ziemeļafrikas Ūnijai:

C. T. te Water kungu, virskomisāru Londonā;

Viņa Majestāte Bulgāru Kēniņš:

Dimitri Mikoff kungu, chargé d'affaires Bernē, pastāvīgo pārstāvi pie Tautu Savienības;

Čiles republikas prezidents:

Enrique J. Gajardo kungu, pastāvīgā biroja pie Tautu Savienības vadītāju;

Ķīnas republikas nacionālās valdības prezidents:

Doktoru V. K. Wellington Koo, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Francijas republikas prezidenta, pārstāvi Tautu Savienības padomē;

Quo Tai-Chi kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Viņa Majestātes Lielbritānijā;

Polijas republikas prezidents Dancigas Brīvpilsētā:

Edouard Racyński kungu, pilnvaroto ministru, delegātu pie Tautu Savienības;

Spānijas republikas prezidents:

Isabel Oyarzabal de Palencia kundzi;

Francijas republikas prezidents:

Jules Gautier kungu, Valsts Padomes nodaļas goda priekšsēdētāju;

Grieķijas republikas prezidents:

R. Raphaël kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

Viņa Gaišā Augstība Ungārijas Kēniņvalsts Pavaldonis:

Ladislav Tahy de Tahvár et Tarkeő kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, delegācijas pie Tautu Savienības vadītāju;

Latvijas Republikas Prezidents:

Jūliju Feldmaņa kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

Lietavas republikas prezidents:

Vaclovas Sidzikauskas kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Viņa Majestātes Lielbritānijā un pie Šveices Federālās Padomes;

Viņa Gaišā Augstība Monākas Princis:

Xavier-John Raisin kungu, ģenerālkonsulu Ženēvā;

Viņa Majestāte Norvēģijas Kēniņš:

Peter Hersleb Birkeland kungu, sūtniecības padomnieku, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

Panāmas republikas prezidents:

Doktoru Raoul A. Amador kungu, rezidējošo ministru;

Viņas Majestāte Holandes Kēniņiene:

J. Limburg kungu, Valsts padomes locekli;

Polijas republikas prezidents:

Edouard Racyński kungu, pilnvaroto ministru, delegātu pie Tautu Savienības;

Portugāles republikas prezidents:

Doktoru José Caetano Lobo d'Avila Lima, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes;

Viņa Majestāte Zviedrijas Kēniņš:

K. I. Westman kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes;

Šveices Federālā Padome:

Franz Stämpfli kungu, Federācijas prokuroru;

Camille Gorgé kungu, pirmo nodaļas priekšnieku Federālā politiskā departamentā;

Čehoslovāķijas republikas prezidents:

Rudolf Künzl-Jizerský kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

Viņa Majestāte Dienvidslāvijas Kēniņš:

Constantin Fotitch kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības,

kuņi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Ir sodāms ikviens, kas citu iegrību apmierināšanai ir salīdzis, aizvedis vai aizvilinājis kādu sievieti vai pilngadīgu jaunuvi, kaut arī ar viņas piekrišanu, izvirtības nolūkos uz citu zemi, pat tad, ja rīcības dažādie posmi, kas ir nodarījumā sastāvelementi, būtu izdarīti dažādās zemēs.

Arī mēģinājums ir sodāms. Tas pats attiecas, likumības robežās, uz sagatavošanas darbiem.

Šā panta nozīmē vārds „zeme“ aptver katras ieinteresētās Augstās Līdzējas Puses kolonijas un protektorātus, kā arī teritorijas zem viņas suzerinitātes un apgabalu, par kuņiem tai uzticēts mandāts.

2. pants.

Augstās Līdzējas Puses, kuņu likumi patlaban nebūtu pietiekoši sodīšanai par iepriekšējā pantā paredzētiem nodarījumiem, apņemas spert vajadzīgos soļus, lai par šiem nodarījumiem sodītu pēc to smaguma.

3. pants.

Augstās Līdzējas Puses apņemas viena otrai piesūtīt attiecībā uz ikvienu vienu vai otra dzimuma individu, kas izdarījis vai būtu mēģinājis izdarīt kādu no šajā konvencijā vai 1910. un 1921. gada konvencijās par sieviešu un bērnu tirdzniecības apkaņošanu paredzētiem nodarījumiem, ja nodarījuma sastāvelementi izdarīti vai ja tos bijis nodomāts izdarīt dažādās zemēs, sekojošas ziņas (vai arī līdzīgas ziņas, ko iekšējie likumi un noteikumi atļauj sniegt):

a) spriedumus par sodiem līdz ar visām noderīgām ziņām, ko būtu iespējams iegūt par sodīto, piemēram, par viņa civilstāvokli, viņa aprakstu, pirkstu nospiedumus, fotogrāfiju, policijas ievāktās ziņas par viņu, viņa rīcības veidus u. t. t.;

b) atzīmes par neielaišanas vai izraidīšanas soļiem, kas būtu pret viņu sperti. Iestādēm, kas izraudzītas saskaņā ar 1904. gada 18. maija Parīzē noslēgtās vienošanās pirmo pantu, šie dokumenti un ziņas jāpiesūta tieši un nekavējoties ieinteresēto valstu iestādēm katrā atsevišķā gadījumā. Piesūtīšana izdarāma, cik vien iespējams, visos nodarījuma konstatēšanas, sodīšanas, neielaišanas vai izraidīšanas gadījumos.

4. pants.

Ja Augsto Līdzēju pusu starpā izceļas kāds strīds par šās konvencijas vai 1910. un 1921. gada konvenciju iztulkošanu vai piemērošanu un ja šo strīdu nav izdevies apmierinoši nokārtot diplomātiskā ceļā, tad tas kārtojams saskaņā ar Līdzēju pusu starpā spēkā esošiem noteikumiem par starptautisko strīdu nokārtošanu.

Ja šādi noteikumi nepastāvētu starp strīdā stāvošām pusēm, tad strīds nododams izšķiršanai arbitrāžas vai tiesas ceļā. Ja nepanāk vienošanos par kādas citas tiesas izvēli, tad tās strīdu nodod, uz vienas puses pieprasījumu, Pastāvīgai Starptautiskajai Tiesai, ja vien viņas visas piedalās 1920. gada 16. decembra protokolā par šās tiesas statūtu; bet ja viņas visas šajā protokolā nepiedalās, tad strīds nododams arbitrāžas tiesai, kas sastādītas saskaņā ar 1907. gada 18. oktobra Hagas konvenciju par starptautisko strīdu nokārtošanu miera ceļā.

5. pants.

Šī konvencija, kuŗas franču un angļu teksti ir līdzīgi autentiski, atzīmējama ar šās dienas datumu, un līdz 1934. gada pirmam aprīlim tā paliek atvērta ikviena Tautu Savienības locekļa parakstam, kā arī ikvienas valsts-nebiedra parakstam, kuŗa sevi likusi pārstāvēt šās konvencijas izstrādātajā konferencē vai kuŗai šajā nolūkā Tautu Savienības Padome piesūtījusi šās konvencijas norakstu.

6. pants.

Šī konvencija ratificējama. Ratifikācijas dokumenti nododami Tautu Savienības ģenerālsēkretāram, kuŗš to deponēšanu notificē visiem Tautu Savienības locekļiem un visām valstīm-nebiedriem, kas minētas iepriekšējā pantā.

7. pants.

Pēc 1934. gada 1. aprīļa ikviens Tautu Savienības loceklis un ikviena 5. pantā minētā valsts-nebiedrs var pievienoties šai konvencijai.

Pievienošanās dokumenti nododami Tautu Savienības ģenerālsēkretāram, kuŗš to deponēšanu notificē visiem Tautu Savienības locekļiem un visām 5. pantā minētām valstīm-nebiedriem.

8. pants.

Šī konvencija stājas spēkā pēc sešdesmit dienām no tā laika, kad Tautu Savienības ģenerālsēkretārs būs saņēmis divas ratifikācijas vai pievienošanās.

Ģenerālsēkretārs reģistrē šo konvenciju tās spēkā stāšanās dienā.

Vēlākās ratifikācijas vai pievienošanās stājas spēkā pēc sešdesmit dienām, skaitot no dienas, kad ģenerālsēkretārs tās saņēmis.

9. pants.

Šo konvenciju var uzteikt ar Tautas Savienības ģenerālsēkretāram piesūtītu paziņojumu. Šāds uzteikums stājas spēkā gadu pēc tā saņemšanas un vienīgi attiecībā uz Augsto Līdzēju pusi, kas uzteikusi.

10. pants.

Ikviena Augstā Līdzēja puse var paziņot parakstīšanās, ratifikācijas vai pievienošanās brīdī, ka, pieņemot šo konvenciju, viņa neuzņemas nekādu pienākumu attiecībā uz visām vai daļu no savām kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām, zem viņas suverenitātes esošām teritorijām vai teritorijām, par kuŗām viņai uzticēts mandāts.

Ikviena Augstā Līdzēja puse var vēlāk paziņot Tautu Savienības ģenerālsēkretāram, ka šī konvencija piemērojama visām vai daļai no teritorijām, par kuŗām izdarīts iepriekšējā rīnkopā paredzētais paziņojums. Šāds paziņojums stājas spēkā pēc sešdesmit dienām no tā saņemšanas.

Ikviena Augstā Līdzēja puse var katrā laikā atsaukt, visumā vai pa daļai, otrā rīnkopā paredzēto paziņojumu. Šajā gadījumā šāds atteikšanās paziņojums stājas spēkā gadu pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsēkretārs to būs saņēmis.

Ģenerālsēkretārs paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un visām 5. pantā minētām valstīm-nebiedriem 10. pantā paredzētos uzteikumus un uz šā panta pamata saņemtos paziņojumus.

Neskatoties uz paziņojumu, kas izdarīts uz šā panta pirmās rīnkopas pamata, 1. panta trešā rīnkopa paliek spēkā.

Šo apliecinot, augstāk minētie pilnvarnieki parakstīja šo konvenciju.

Izgatavots Ženēvā, tūkstots deviņi simti trīsdesmit trešā gada vienpadsmitā oktobrī, vienā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības sekretāriāta arhīvā un kuŗa apliecinātie noraksti piesūtāmi visiem Tautu Savienības locekļiem un visām 5. pantā minētām valstīm-nebiedriem.

ALBANIJA
Lec KURTI

VĀCIJA
WOERMANN

AUSTRIJA
Dr Erhard SCHIFFNER

BEĻĢIJA
Rezervējot 10. pantu
J. MÉLOT

LIELBRITANIJA un ZIEMEĻ-IRIJA,
kā arī visas Britaņu Impērijas daļas,
kas nav atsevišķi Tautu Savienības
locekļi
William G. A. ORMSBY GORE

AUSTRALIJA
S. M. BRUCE

DIENVID-AFRIKAS SAVIENĪBA
C. T. te WATER

BULGĀRIJA
D. MIKOFF

ČĪLE
Enrique J. GAJARDO V.

ĶĪNA
V. K. Wellington Koo QUO TAI-CHI

DANCIGAS BRĪVPILSĒTA
Edouard RACZYŃSKI

SPĀNIJA
Isabel OYARZABAL de PALENCIA

FRANCIJA
Jules GAUTIER

GRIEĶIJA
R. RAPHAËL

UNGARIJA
LADISLAS de TAHY

LATVIJA
J. FELDMANS

LIETAVA
Vāclavas SIDZIKAUSKAS

MONAKA
Xavier RAISIN

NORVEĢIJA
Rezervējot ratifikāciju
Hersleb BIRKELAND

PANAMA
R. A. AMADOR

HOLANDE
Ieskaitot Holāndes Indiju, Surinamu
un Kiraso
LIMBURG

POLIJA
Edouard RACZYŃSKI

PORTUGALE
J. LOBO d'AVILA LIMA

ZVIEDRIJA
K. I. WESTMAN
Rezervējot V. M. Zviedrijas Ķēniņa
ratifikāciju ar Riksdaga piekrišanu.

ŠVEICE
STÄMPFLI
G. GORGÉ

ČECHOSLOVAĶIJA
Rudolf KÜNZL-JIZERSKY

DIENVIDSLAVIJA
Constantin FOTITCH

Paziņojums.

Londonā 1934. gada 19. jūnijā parakstītais Nolīgums par nāves cēloņu statistiku un tam pievienotais parakstīšanās protokols apstiprināts Ministru Kabineta š. g. 22. augusta sēdē. Nolīgums ir stājies spēkā viņa 6. pantā paredzētā laikā. Minētā Nolīguma un protokola teksti un to tulkojums latviešu valodā pievienoti šim paziņojumam.

Rīgā, 1935. gada 22. augustā.

K. Ulmanis,
Ministru Prezidents,
Ārlietu ministrs.

Les Gouvernements de l'Union de l'Afrique du Sud, du Reich allemand, du Commonwealth d'Australie, de l'État fédéral d'Autriche, du Canada, de la République de Chili, de Sa Majesté le Roi d'Égypte, de la République espagnole, de l'État libre d'Irlande, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume de Hongrie, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de la République de Lettonie, des États-Unis de Mexique, de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, de Nouvelle-Zélande, de la République de Panama, de la République de Paraguay, de Sa Majesté le Shah de Perse, de la République de Pologne, de la République tchécoslovaque, et des États-Unis de Venezuela, reconnaissant l'intérêt qu'il y a à assurer autant que possible l'uniformité et la comparabilité des statistiques des causes de décès, leurs Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions ci-après:

Article premier.

Sous réserve des dispositions du protocole de signature qui y est annexé, le présent arrangement s'applique aux territoires métropolitains des Gouvernements contractants et à tous autres territoires auxquels il pourra être étendu en vertu de l'article 8.

Article 2.

1. Les statistiques des causes de décès seront établies et publiées d'après une seule et même nomenclature, appelée ci-après „nomenclature de base“. Ces statistiques devront, soit être rigoureusement conformes à la nomenclature de base, soit, si elles sont présentées sous une forme plus détaillée, être ordonnées de telle manière qu'elles puissent être ramenées par voie de groupement à la nomenclature de base, chaque numéro d'ordre de ces statistiques plus détaillées étant suivi de l'indication entre parenthèses du numéro d'ordre correspondant de la nomenclature de base.

2. Les Gouvernements contractants conviennent d'adopter comme première nomenclature de base la „nomenclature intermédiaire“, proposée à Paris le 19 octobre 1929 par la Commission internationale pour la Revision décennale des Nomenclatures nosologiques.

Article 3.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir les statistiques des causes de décès dans les conditions fixées à l'article 2 à partir du 1er janvier suivant la date à laquelle il aura signé le présent arrangement ou y aura adhéré.

Article 4.

1. Des modifications pourront, dans les conditions fixées au présent article, être apportées à la nomenclature de base pour prendre effet à partir du 1er janvier 1940, ou du 1er janvier de toute dixième année subséquente (dates appelées ci-après „dates de revision“), mais non autrement.

2. En vue de réviser la nomenclature de base, les Gouvernements contractants conviennent de tenir pleinement compte des rapports de toute Commission internationale qui serait réunie de la même manière et aux mêmes effets que la Commission internationale de 1929 pour la Revision décennale des Nomenclatures nosologiques.

3. Pour faciliter l'application du paragraphe précédent, le Gouvernement français réunira en conférence, à l'issue de chacune des sessions de la Commission internationale les délégations ayant représenté à cette Commission les Gouvernements participant, au présent arrangement. Cette conférence examinera les résolutions de la Commission.

4. Chaque Gouvernement contractant aura le droit de demander la revision de la nomenclature de base en vigueur. La demande sera adressée au Gouvernement français, qui convoquera en conférence les Gouvernements contractants pour procéder à l'examen des propositions et à la rédaction des modifications.

5. Les modifications à la nomenclature de base qui seront adoptées au moins une année entière avant la date de revision la plus proche à une conférence réunie en vertu du paragraphe précédent par une majorité d'au moins les quatre cinquièmes des délégués des Gouvernements contractants, prendront effet à partir de la date de revision en question. Pour chaque Gouvernement contractant, la nomenclature de base ainsi modifiée remplacera la nomenclature de base en vigueur jusqu'alors, conformément aux dispositions de l'arrangement, à partir de la date de la revision ou, si le Gouvernement contractant en décide ainsi, à partir du 1er janvier qui suivra immédiatement la date de revision.

Article 5.

Les Gouvernements contractants qui désireront assurer l'établissement de statistiques plus détaillées que celles qui figurent dans la nomenclature de base pourront conclure entre elles un arrangement en vue d'augmenter, autant que possible, la comparabilité des statistiques, pourvu que cet arrangement ne porte pas atteinte aux dispositions de l'article 2 du présent arrangement.

Article 6.

1. Le présent arrangement portera la date de ce jour et entrera en vigueur immédiatement.

2. Le Gouvernement de tout pays au nom duquel le présent arrangement n'aura pas été signé pourra y accéder, en tout temps, au moyen d'une notification par écrit adressée par la voie diplomatique au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et toute accession prendra effet à partir de la date de la réception de la notification.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avisera tous les autres Gouvernements contractants de chaque notification d'accession qu'il aura reçue.

Article 7.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par une notification par écrit adressée par la voie diplomatique au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à tout moment, dans un délai de six mois à partir de la date de la réunion finale de l'une quelconque des conférences mentionnées à l'article 4. Toute dénonciation prendra effet à partir de la date de la réception de la notification. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera tenir aux autres Gouvernements contractants des copies de tous les avis de dénonciation qu'il aura reçus.

Article 8.

1. Tout Gouvernement contractant pourra, au moment de sa signature ou de son accession ou dans la suite, par une déclaration écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, faire connaître son désir que le présent arrangement s'applique à la totalité ou à l'un quelconque de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, ou territoires sous suzeraineté ou mandat, et le présent arrangement s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans cette déclaration à partir de la date de la réception de celle-ci.

2. Tout Gouvernement contractant pourra, en tout temps, dans un délai de six mois à partir de la date de la réunion finale de l'une quelconque des conférences mentionnées à l'article 4, exprimer par une notification écrite adressée au Gouvernement

du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord son désir que le présent arrangement cesse de s'appliquer à la totalité ou à l'un quelconque de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, ou territoires sous suzeraineté ou mandat, auxquels l'arrangement se sera appliqué en vertu du paragraphe précédent, et, dans ce cas, le présent arrangement cessera de s'appliquer, à partir de la date de la réception de la notification, à tous les territoires qui y seront mentionnés.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni avisera les autres Gouvernements contractants de toutes les déclarations ou notifications reçues en vertu des paragraphes précédents de cet article.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent arrangement.

Fait à Londres, le dix-neuf juin 1934, en texte français et anglais, les deux textes étant également authentiques.

Pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud:

C. T. te WATER.

Pour le Gouvernement du Reich allemand:

HOESCH.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie:

C. M. BRUCE.

Pour le Gouvernement de l'État fédéral d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Canada:

G. H. FERGUSON.

Pour le Gouvernement de la République de Chili:

J. E. TOCORNAL.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Égypte:

A. W. DAWOOD.

Pour le Gouvernement de la République espagnole:

RAMÓN PÉREZ de AYALA.

Pour le Gouvernement de l'État libre d'Irlande:

J. W. DULANTY.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

ROBERT W. BINGHAM.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

JOHN SIMON.

Pour le Gouvernement de la République hellénique:

D. CACLAMANOS.

Pour le Gouvernement du Royaume de Hongrie:

SZECHENYI.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie:

DINO GRANDI.

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie:

CH. ZARINE.

Pour le Gouvernement des États-Unis de Mexique:

J. SÁNCHEZ MEJORADA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

R. de MAREES van SWINDEREN.

Pour le Gouvernement de Nouvelle-Zélande:

C. J. PARR.

Pour le Gouvernement de la République de Panama:

Pour le Gouvernement de la République de Paraguay:

R. ESPINOZA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Chah de Perse:

M. K. SCHAYESTEH.

Pour le Gouvernement de la République de Pologne:

SKIRMUNT.

Pour le Gouvernement de la République tchécoslovaque:

JAN MASARYK.

Pour le Gouvernement des États-Unis de Venezuela:

DIÓGENES ESCALANTE.

Fuwa.
Kafr-el-Sheikh.
Kafr-el-Zaiyât.
El Mahalla-el-Kubra.
Motobus.
Qallin.
Qutúr.
Samannúd.
El Santa.
Shirbîn.
Talkha.
Tanta (chef-lieu).
Zifta.

Minufiya Province —

Ashmún.
El Bâgúr.
El Batanoun.
Istanha.
Kafr Rabi'.
Minóf.
Shatânûf.
Shibin-el-Kom (chef-lieu).
El Shuhada et Sirsina.
Tala.

Qalyubiya Province —

El 'Amâr-el-Kubra.
Benha (chef-lieu).
El Khânka.
Qalyûb.
El Qanâter-el-Khairiya.
Sindbis.
Shibin-el-Qanâtir.
Shubra-el-Kheima.
Tûkh.

Sharqiya Province —

Abou Hammad.
Abou Kebir.
Belbeis.
Fâqûs.
Gezîret Seoûdi.
Hihya.
Kafr Saqr.
Mashtûl-el-Sûq.
Minyet-el-Qamh.
El Salhiya.
El Sanâfin.
Tal Rak.
Zagazig (chef-lieu).

Haute-Égypte.

Aswan Province —

El Alaqi.
Aswân (chef-lieu).
Edfu.
Kôm Ombo.
El Redissiya Bahari.
Ahiba.

Asyut Province —

Abnûb.
Abu Tig.
Asyût (chef-lieu).
El Badâri.
Dairût-el-Mahatta.
Deir Mawâs.
Mallawi.

Le Gouvernement de Nouvelle-Zélande —

North Island et les îlots voisins;
South Island et les îlots voisins;
Stewart Island et les îlots voisins;
Chatham Islands.

2. Les Gouvernements contractants susmentionnés pourront en tout temps pendant que le présent arrangement sera en vigueur étendre l'application dudit arrangement à toutes portions de leurs territoires métropolitains autres que celles auxquelles l'arrangement est déjà applicable, en vertu du paragraphe précédent, par une notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni par la voie diplomatique.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord transmettra à tous les autres Gouvernements contractants des copies de toutes les notifications qu'il recevra en vertu du paragraphe précédent.

Fait à Londres, le dix-neuf juin 1934, en texte français et anglais, les deux textes étant également authentiques.

Pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud:

C. T. te WATER.

Pour le Gouvernement du Reich allemand:

HOESCH.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie:

C. M. BRUCE.

Pour le Gouvernement de l'État fédéral d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Canada:

G. H. FERGUSON.

Pour le Gouvernement de la République de Chili:

J. E. TOCORNAL.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Égypte:

A. W. DAWOOD.

Pour le Gouvernement de la République espagnole:

RAMÓN PÉREZ de AYALA.

Manfalût.
El Motea.
El Qûsiya.
El Roda.
Sidfa.

Beni-Suef Province —

Abu Sir-el-Malaq.
Beni-Suef (chef-lieu).
Biba.
Ihnassia-el-Madina.
El Shantûr.
El Wasta.

Faiyûm Province —

El Faiyûm (chef-lieu).
Ibshawâi.
Itsa.
El Nazla.
Sinnûris.
Tâmia.

Girga Province —

Akhmîm.
Awlad Hamza.
El Balyana.
Girga.
El Khiyâm.
El Manshâh.
El Marâgha.
Nazlet 'Imara.
Sohâg (chef-lieu).
Taghua.
Tima.

Giza Province —

El Aiyat.
El Giza (chef-lieu).
El Hawamdia.
Imbâba.
Mazghouna.
Osim.
El Saff.
Sôal.

Minya Province —

Beni Mazâr.
El Fant.
El Fashn.
El Fikriya.
El 'Idwa.
Maghâgha.
Minshât Matâi.
El Minya (chef-lieu).
Samâlût.

Qena Province —

Abu Shûsha.
Armant-el-Wabûrât.
El Deir.
Dishna.
Farshût.
Isna.
Luxor.
Nag'Hamâmâdi.
Naqâda.
Qaft.
Qena (chef-lieu).
Qûs.
El Waqf.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de signer l'arrangement en date de ce jour sur les statistiques des causes de décès, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus de ce qui suit:

1. Les Gouvernements contractants mentionnés ci-dessous, qui ne sont pas à même d'établir et de publier des statistiques centralisées pour l'ensemble de leur territoire métropolitain, limitent par les présentes leur acceptation des obligations dudit arrangement aux portions suivantes de leur territoire métropolitain:

Le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud —

(a) régions urbaines;

(b) régions non-urbaines auxquelles s'applique l'Acte No. 17 de 1923.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Égypte —

Localités.

(Inspectorats de Santé.)

Gouvernorats.

Le Caire —

Abdin.
Bab-el-Sha'riya.
Bûlaq.
El Darb-el-Ahmar.
El Ezbekiya.
El Gamâliya.
Helwan.
El Khalifa.
El Musky.
Vieux Caire.
El Saiyeda-Zeinab.
Shubra.
El Wayli —
El Abbasiya.
Heliopolis.
El Zaytûn.

Alexandrie —

El Attarin.
El Gumruk.
Karmûs.
El Labban.
El Manshiya.
Mina-el-Basal.
El Hadra.
Muharram Bey.
El Raml.

Canal —

Ismâilia (ville).
Port-Fouad.
Port-Saïd (ville).

Damiette.

Suez.

Basse-Égypte.

Beheira Province —

Abu El Matâmîr-el-Qibliya.
Abu Hummus.
Damanhûr (chef-lieu).
El Dilingât.
Ezab Difshu.
Ityâi-el-Bârûd.
Kafr Dâwûd.
Kafr-el-Dawâr.
Kôm Hamâda.
El Mahmûdiyya.
El Montazah.
Rosetta.
Shubrâkhîh.

Daqahliya Province —

Aga.
Dikirnis.
Fâriskûr.
El Kurdi.
Mahallet Anshaq.
El Mansûra (chef-lieu).
El Manzala.
El Matariya.
Mit Abu Khâlid.
Mit-el-'Amil.
Mit Gharn.
El Simbillâweïn.
Timai-el-Amdid.

Gharbiya Province —

Abu Mandûr.
Baltim.
Basyûn.
Bilqâs.
Disûq.

Pour le Gouvernement de l'État libre d'Irlande:

J. W. DULANTY.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

ROBERT W. BINGHAM.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

JOHN SIMON.

Pour le Gouvernement de la République hellénique:

D. CACLAMANOS.

Pour le Gouvernement du Royaume de Hongrie:

SZECHENYI.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie:

DINO GRANDI.

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie:

CH. ZARINE.

Pour le Gouvernement des États-Unis de Mexique:

J. SÁNCHEZ MEJORADA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

R. de MAREES van SWINDEREN.

Pour le Gouvernement de Nouvelle-Zélande:

C. J. PARR.

Pour le Gouvernement de la République de Panama:

Pour le Gouvernement de la République de Paraguay:

R. ESPINOZA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Chah de Perse:

M. K. SCHAYESTEH.

Pour le Gouvernement de la République de Pologne:

SKIRMUNT.

Pour le Gouvernement de la République tchécoslovaque:

JAN MASARYK.

Pour le Gouvernement des États-Unis de Venezuela:

DIÓGENES ESCALANTE.

The Governments of the Union of South Africa, the German Reich, the Commonwealth of Australia, the Federal State of Austria, Canada, the Republic of Chile, His Majesty the King of Egypt, the Spanish Republic, the Irish Free State, the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Hellenic Republic, the Kingdom of Hungary, His Majesty the King of Italy, the Republic of Latvia, the United States of Mexico, Her Majesty the Queen of the Netherlands, New Zealand, the Republic of Panamá, the Republic of Paraguay, His Majesty the Shah of Persia, the Republic of Poland, the Czechoslovak Republic and the United States of Venezuela, recognising the importance of ensuring as far as possible the uniformity and comparability of statistics of causes of death, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, have agreed upon the following provisions:—

Article 1.

Without prejudice to the provisions of the protocol of signature annexed hereto, the present agreement applies to the metropolitan territories of the Contracting Governments, and to any other territories to which it may have been extended under article 8.

Article 2.

1. Statistics of causes of death shall be compiled and published according to one uniform nomenclature, hereinafter referred to as the „minimum nomenclature“. These statistics shall either follow strictly the minimum nomenclature, or, if they are given in greater detail, be so arranged that by suitable grouping they can be reduced to the minimum nomenclature, each serial number of these more detailed statistics showing after it in brackets the corresponding serial number in the minimum nomenclature.

2. The Contracting Governments agree to adopt as the first minimum nomenclature the „intermediate nomenclature“ recommended at Paris on the 19th October, 1929, by the International Commission for the Decennial Revision of the International Nomenclature of Diseases.

Article 3.

Each Contracting Government undertakes to compile statistics of causes of death in accordance with the conditions laid down in article 2 from the 1st January following the date of its signature or of accession to the present agreement.

Article 4.

1. Modifications may, in accordance with the conditions laid down in this article, be made in the minimum nomenclature to take effect from the 1st January, 1940, or the 1st January in any subsequent tenth year (hereinafter called „revision dates“), but not otherwise.

2. For the purpose of revising the minimum nomenclature the Contracting Governments agree to take fully into account the reports of any International Commission which may be convened in the same manner and with the same objects as the International Commission of 1929 for the Decennial Revision of the International Nomenclature of Diseases.

3. In order to facilitate the operation of the preceding paragraph the French Government shall, at the end of each session of the International Commission, call a conference of the delegations who have represented on that Commission the Governments which are parties to the present agreement. This conference shall consider the resolutions of the Commission.

4. Each Contracting Government shall have the right to demand the revision of the minimum nomenclature in force. The request shall be addressed to the French Government, which will thereupon convene a conference of the Contracting Governments to consider the recommendations and to draft the modifications.

5. Modifications of the minimum nomenclature which have been adopted at least one clear year before the next ensuing revision date at a conference convened under the preceding paragraph by a majority of not less than four-fifths of the delegates of the Contracting Governments shall take effect as from such revision date. In respect of each Contracting Government the minimum nomenclature thus modified shall replace the minimum nomenclature hitherto in force in accordance with the provisions of the agreement as from the revision date, or, if the Contracting Government so decides, as from the 1st January next following the revision date.

Article 5.

Contracting Governments wishing to secure the compilation of statistics in greater detail than those given in the minimum nomenclature may enter into a mutual agreement in order to increase as far as possible the comparability of statistics, provided that such an agreement shall not infringe the provisions of article 2 of the present agreement.

Article 6.

1. The present agreement shall bear this day's date, and shall come into force immediately.

2. The Government of any country on whose behalf the present agreement has not been signed may accede thereto at any time by means of a notification in writing addressed through the diplomatic channel to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and every accession shall take effect as from the date of the receipt of the notification thereof.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall notify all the other Contracting Governments of each notification of accession received.

Article 7.

The present agreement may be denounced by a notification in writing addressed through the diplomatic channel to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland at any time within six months from the date of the final meeting of any of the conferences referred to in article 4. Each denunciation shall take effect as from the date of the receipt of the notification thereof. The Government of the United Kingdom shall communicate to the other Contracting Governments copies of all notifications of denunciation received.

Article 8.

1. Any Contracting Government may, at the time of signature or accession or thereafter, by a declaration in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, declare its desire that the present

agreement should apply to all or any of its colonies, oversea territories, protectorates, or territories under suzerainty or mandate, and the present agreement shall apply to all the territories mentioned in such declaration as from the date of the receipt thereof

2. Any Contracting Government may, at any time within six months from the date of the final meeting of any of the conferences referred to in article 4, express its desire by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that the present agreement shall cease to apply to all or any of its colonies, oversea territories, protectorates, or territories under suzerainty or mandate, to which the agreement shall have been applied under the preceding paragraph, and in such case the present agreement shall cease to apply, as from the date of the receipt of the notification, to all the territories mentioned therein.

3. The Government of the United Kingdom shall inform the other Contracting Governments of all declarations or notifications received under the preceding paragraphs of this article.

In faith thereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present agreement.

Done at London this nineteenth day of June, 1934, in English and French texts, both being equally authentic.

For the Government of the Union of South Africa:

C. T. de WATER.

For the Government of the German Reich:

HOESCH.

For the Government of the Commonwealth of Australia:

C. M. BRUCE.

For the Government of the Federal State of Austria:

For the Government of Canada:

G. H. FERGUSON.

For the Government of the Republic of Chile:

J. E. TOCORNAL.

For the Government of His Majesty the King of Egypt:

A. W. DAWOOD.

For the Government of the Spanish Republic:

RAMÓN PÉREZ de AYALA.

For the Government of the Irish Free State:

J. W. DULANTY.

For the Government of the United States of America:

ROBERT W. BINGHAM.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

JOHN SIMON.

For the Government of the Hellenic Republic:

D. CACLAMANOS.

For the Government of the Kingdom of Hungary:

SZECHENYI.

For the Government of His Majesty the King of Italy:

DINO GRANDI.

For the Government of the Republic of Latvia:

CH. ZARINE.

For the Government of the United States of Mexico:

J. SÁNCHEZ MEJORADA.

For the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands:

R. de MAREES van SWINDEREN.

For the Government of New Zealand:

C. J. PARR.

For the Government of the Republic of Panamá:

For the Government of the Republic of Paraguay:

R. ESPINOZA.

For the Government of His Majesty the Shah of Persia:

M. K. SCHAYESTEH.

For the Government of the Republic of Poland:

SKIRMUNT.

For the Government of the Czechoslovak Republic:

JAN MASARYK.

For the Government of the United States of Venezuela:

DIÓGENES ESCALANTE.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the agreement of this day's date on statistics of causes of death, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, declare that they have agreed as follows:—

1. The under-mentioned Contracting Governments, who are not in a position to compile and publish central statistics for the whole of their metropolitan territory, hereby limit their acceptance of the obligations of the said agreement to the following portions of their metropolitan territory:—

The Government of the Union of South Africa —

(a) Urban areas;

(b) Non-urban areas to which Act No. 17 of 1923 applies.

The Government of His Majesty the King of Egypt —

Localities.

(Health Inspectorates.)

Governorates.

Cairo —

Abdin.
Bab-el-Sha'riya.
Bûlaq.
El Darb-el-Ahmar.
El Ezbekiya.
El Gamâliya.
Helwan.
El Khalifa.
El Musky.
Old Cairo.
El Saiyeda-Zeinab.
Shubra.
El Wayli —
El Abbasiya.
Heliopolis.
El Zaytûn.

Alexandria. —

El Attarin.
El Gumruk.
Karmûs.
El Labban.
El Manshiya.
Mina-el-Basal.
El Hadra.
Muharram Bey.
El Raml.

Canal —

Ismailia (town).
Port-Fouad.
Port Said (town).
Damiette.
Suez.

Lower-Egypt.

Beheira Province —

Abu El Matâmîr-el-Qibliya.
Abu Hummus.
Damanhûr (chief town).
El Dilingât.
Ezab Difshu.
Ityâi-el-Bârûd.
Kafr Dâwûd.
Kafr-el-Dauwâr.
Kôm Hamâda.
El Mahmûdiya.
El Montazah.
Rosetta.
Shubrâkhît.

Daqahliya Province —

Aga.
Dikirnis.
Fâriskûr.
El Kurdi.
Mahallet Anshaq.
El Mansûra (chief town).

El Manzala.
El Matariya.
Mit Abu Khālid.
Mit-el-'Amil.
Mit Ghāmr.
El Simbillāwein.
Timai-el-Amdid.

Gharbiya Province —
Abu Mandūr.
Baltim.
Basyūn.
Bilqās.
Disūq.
Fuwa.
Kafr-el-Sheikh.
Kafr-el-Zaiyāt.
El Mahalla-el-Kubra.
Motobus.
Qallin.
Qutūr.
Samannūd.
El Santa.
Shirbin.
Talkha.
Tanta (chief town).
Zifta.

Mimufiya Province —
Ashmūn.
El Bāgūr.
El Baḥanoun.
Istanha.
Kafr Rabi'.
Mimūf.
Shatānūf.
Shibin-el-Kom (chief town).
El Shuhada and Sirsina.
Tala.

Qalyubiya Province —
El 'Amār-el-Kubra.
Benha (chief town).
El Khānka.
Qalyūb.
El Qanāter-el-Khairiya.
Sindbis.
Shibin-el-Qanātir.
Shubra-el-Kheima.
Tūkh.

Sharqiya Province —
Abou Hammad.
Abou Kebir.
Belbeis.
Fāqūs.
Geziret Seouidi.
Hihya.
Kafr Saqr.
Mashtūl-el-Sūq.
Minyet-el-Qamh.
El Salhiya.
El Sanāfin.
Tal Rak.
Zagazig (chief town).

Upper Egypt.

Aswan Province —
El Alaqi.
Aswān (chief town).
Edfu.
Kōm Ombo.
El Redissiya Bahari.
Ahiba.

The Government of New Zealand —
North Island and adjacent islets;
South Island and adjacent islets;
Stewart Island and adjacent islets;
Chatham Islands.

2. The above-mentioned Contracting Governments may, at any time while the present agreements is in force, extend the application of the said agreement to any portions of their metropolitan territories other than those to which the agreement is already applicable under the preceding paragraph by a notification addressed to the Government of the United Kingdom through the diplomatic channel.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall transmit to all the other Contracting Governments copies of all notifications received under the preceding paragraph.

Done at London this nineteenth day of June, 1934, in English and French texts, both texts being equally authentic.

For the Government of the Union of South Africa:
C. T. te WATER.

For the Government of the German Reich:
HOESCH.

For the Government of the Commonwealth of Australia:
C. M. BRUCE.

For the Government of the Federal State of Austria:
G. H. FERGUSON.

For the Government of Canada:
G. H. FERGUSON.

For the Government of the Republic of Chile:
J. E. TOCORNAL.

For the Government of His Majesty the King of Egypt:

Asyut Province —
Abnūb.
Abu Tig.
Asyūt (chief town).
El Badāri.
Dairūt-el-Mahatta.
Deir Mawās.
Mallawi.
Manfalūt.
El Motea.
El Qūsiya.
El Rodā.
Sidfa.

Beni-Suef Province —
Abu Sir-el-Malaq.
Beni-Suef (chief town).
Biba.
Ihnassia-el-Madina.
El Shantūr.
El Wasta.

Faiyūm Province —
El Faiyūm (chief town).
Ibshawāi.
Itsa.
El Nazla.
Sinnūris.
Tāmia.

Girga Province —
Akhmīm.
Awlad Hamza.
El Balyana.
Girga.
El Khiyām.
El Manshāh.
El Marāgha.
Nazlet 'Imara.
Sohāg (chief town).
Taghua.
Tima.

Giza Province —
El Aiyat.
El Giza (chief town).
El Hawamdia.
Imbāba.
Mazghouna.
Osim.
El Saff.
Sōal.

Minya Province —
Beni Mazār.
El Fant.
El Fashn.
El Fikriya.
El 'Idwa.
Maghāgha.
Minshāt Matāi.
El Minya (chief town).
Samālūt.

Qena Province —
Abu Shūsha.
Arman-el-Wabūrāt.
El Deir.
Disna.
Farshūt.
Isna.
Luxor.
Nag'Hammādi.
Naqāda.
Qaft.
Qena (chief town).
Qūs.
El Waqf.

A. W. DAWOOD.

For the Government of the Spanish Republic:
RAMÓN PÉREZ de AYALA.

For the Government of the Irish Free State:
J. W. DULANTY.

For the Government of the United States of America:
ROBERT W. BINGHAM.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
JOHN SIMON.

For the Government of the Hellenic Republic:
D. CACLAMANOS.

For the Government of the Kingdom of Hungary:
SZECHENYI.

For the Government of His Majesty the King of Italy:
DINO GRANDI.

For the Government of the Republic of Latvia:
CH. ZARINE.

For the Government of the United States of Mexico:
J. SÁNCHEZ MEJORADA.

For the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands:
R. de MAREES van SWINDEREN.

For the Government of New Zealand:
C. J. PARR.

For the Government of the Republic of Panamá:
R. ESPINOZA.

For the Government of the Republic of Paraguay:
R. ESPINOZA.

For the Government of His Majesty the Shah of Persia:
M. K. SCHAYESTEH.

For the Government of the Republic of Poland:
SKIRMUNT.

For the Government of the Czechoslovak Republic:
JAN MASARYK.

For the Government of the United States of Venezuela:
DIÓGENES ESCALANTE.

Tulkojums.

Dienvjēdāfrikas, Vācijas, Austrālijas Federācijas, Austrijas Federālās Valsts, Kanadas, Čīles Republikas, Viņa Majestātes Ēģiptes Karaļa, Spānijas Republikas, Irijas Brīvvalsts, Amerikas Savienoto Valstu, Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts, Grieķijas Republikas, Ungārijas Karaļvalsts, Viņa Majestātes Itālijas Karaļa, Latvijas Republikas, Meksikas Savienoto Valstu, Viņas Majestātes Holandes Karalienes, Jaunzēlandes, Panamas Republikas, Paragvajes Republikas, Viņa Majestātes Persijas Šaha, Polijas Republikas, Čehoslovāku Republikas un Venecuēlas Savienoto Valstu valdības, atzīstot par vēlamu pēc iespējas nodrošināt nares cēloņu statistiku vienādību un salīdzināšanas iespējamību, šim nolūkam pienācīgi pilnvarojušas savus šeit apakšā parakstījušos pilnvarniekus, kas vienojās par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Rezervējot šeit klāt pievienotā parakstīšanās protokola noteikumus, šis nolīgums piemērojams visām Līdzēju valdību galvenām teritorijām un visām citām teritorijām, uz kurām to var attiecināt, pamatojoties uz 8. pantu.

2. pants.

1. Nares cēloņu statistikas sastādāmas un publicējamās pēc vienas un tās pašas nomenklatūras, kas turpmāk saukta par „pamata nomenklatūru”. Šim statistikām jābūt vai nu stingrā saskaņā ar pamata nomenklatūru, vai arī, ja tās izdotas sīkāk izstrādātā veidā, tām jābūt sakārtotām tādi, lai sagrupējot tās varētu pieskaņot pamata nomenklatūrai, pie kam ikvienam šo sīkāk izstrādāto statistiku kārtas numuram blakus jāpieliek iekavās attiecīgais pamata nomenklatūras kārtas numurs.

2. Līdzējas valdības vienojas pieņemt par pirmo pamata nomenklatūru „pagaidu nomenklatūru”, kuru likusi priekšā Parīzē, 1929. gada 19. oktobrī, Starptautiskā komisija nosoloģisko nomenklatūru desmitgadējai revīzijai.

3. pants.

Katra Līdzēja valdība apņemas ieviest nares cēloņu statistiku saskaņā ar 2. panta noteikumiem sākot no 1. janvāra, kas seko dienai, kad viņa šo nolīgumu parakstījusi vai tam pievienojusies.

4. pants.

1. Pamata nomenklatūrā varēs izdarīt grozījumus šajā pantā noteiktā kārtībā, lai tie stātos spēkā pēc 1940. gada 1. janvāra vai pēc jebkura cita nākošā desmitā gada 1. janvāra (še datumi ir turpmāk saukti par „revīzijas datumiem”), bet ne citādi.

2. Pamata nomenklatūru grozot, Līdzējas valdības apņemas pilnā mērā ievērot ikvienas starptautiskas komisijas ziņojumus, kuŗa sanāktu tādā pašā kārtībā un tajā pašā nolūkā kā 1929. gada Starptautiskā komisija nosoloģisko nomenklatūru desmitgadējai revīzijai.

3. Lai atvieglotu iepriekšējās rindkopas piemērošanu, katras starptautiskās komisijas sesijas beigās franču valdība sasauca uz konferenci delegācijas, kas pārstāvējušas šajā komisijā tās valdības, kuŗas piedalās šajā nolīgumā. Šī konference pārbauda komisijas rezolūcijas.

4. Katrai Līdzējai valdībai ir tiesība pieprasīt spēkā esošās pamata nomenklatūras revīziju. Ierosinājums piesūtāms franču valdībai, kas sasauca uz konferenci Līdzējas valdības pārbaudīt ierosinājumus un rediģēt grozījumus.

5. Pamata nomenklatūras grozījumi, ko pieņems vēlāks pilnu gadu pirms tuvākā revīzijas datuma konferencē, kas sasaukta saskaņā ar iepriekšējo rindkopu ar vismaz četru piektdaļu Līdzēju valdību delegātu balsu vairākumu, stājas spēkā līdz ar minēto revīzijas datumu. Katrai Līdzējai valdībai šādi grozītā pamata nomenklatūra atvieto līdz tam laikam spēkā bijušo pamata nomenklatūru, saskaņā ar nolīguma noteikumiem, sākot ar revīzijas datumu vai, ja Līdzēja valdība tā nolenij, ar revīzijas datumam sekojošo 1. janvāri.

5. pants.

Tās Līdzējas valdības, kas vēlētos nodrošināt, lai viņām tiktu sastādīta sīkāk izstrādāta statistika nekā pamata nomenklatūrā ievestā, varēs savā starpā noslēgt vienošanos tajā nolūkā, lai pēc iespējas palielinātu statistiku salīdzināšanas iespējamību, ja vien tāds nolīgums neskar šā nolīguma 2. panta noteikumus.

6. pants.

1. Šis nolīgums apzīmējams ar šās dienas datumu un stājas tūlīt spēkā.

2. Ikvienas valsts valdība, kuŗas vārdā šis nolīgums nav parakstīts, var tam jebkuŗā laikā pievienoties ar rakstisku notifikāciju, kas piesūtāma diplomātiskā ceļā Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdībai, un ikviena pievienošanās stājas spēkā līdz ar notifikācijas saņemšanas dienu.

3. Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdība paziņo visām citām Līdzējām valdībām par katru saņemto pievienošanās notifikāciju.

7. pants.

Šo nolīgumu var uzteikt ar rakstisku notifikāciju, kas piesūtāma diplomātiskā ceļā jebkuŗā laikā Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdībai sešu mēnešu laikā pēc kādas 4. pantā minētās konferences pēdējās sēdes. Ikviens uzteikums stājas spēkā līdz ar notifikācijas saņemšanas dienu. Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdība piesūta pārējām Līdzējām valdībām visu saņemto uzteikumu notifikāciju norakstus.

8. pants.

1. Parakstīšanas vai pievienošanās brīdī, vai vēlāk, ikviena Līdzēja valdība var paziņot ar rakstisku deklarāciju, kas piesūtāma Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdībai, ka viņa vēlas, lai šis nolīgums attiektos uz visām vai tikai dažām viņas kolonijām, aizjūras teritorijām, protektorātiem vai teritorijām, kas atrodas zem viņas suverenitātes vai par kuŗām viņai ir mandāts, un šis nolīgums hūs spēkā attiecībā uz šajā deklarācijā minētām teritorijām no tās saņemšanas dienas.

2. Ikviena Līdzēja valdība var jebkuŗā brīdī, sešu mēnešu laikā pēc kādas 4. pantā minētās konferences pēdējās sēdes, ar Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karaļvalsts valdībai piesūtāmu rakstisku notifikāciju paziņot savu vēlēšanos, lai šis nolīgums piemērošanu pārtrauktu attiecībā uz visām vai tikai dažām viņas kolonijām, aizjūrai teritorijām, protektorātiem vai teritorijām, kas atrodas zem viņas suverenitātes vai

par kurām viņai ir mandāts un kam šo nolīgumu piemēro uz iepriekšējās rindkopas pamata: tādā gadījumā šis nolīgums izbeidzas attiecībā uz notifikācijā minētām teritorijām līdz ar notifikācijas saņemšanas dienu.

3. Apvienotās Karalvalsts valdība paziņo visām pārējām Līdzējām valdībām par visām deklarācijām vai notifikācijām, kas saņemtas saskaņā ar šā panta iepriekšējām rindkopām.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies pilnvarnieki parakstīja šo nolīgumu. Izgatavots Londonā, 1934. gada deviņpadsmitā jūnijā, franču un angļu valodā, pie kam teksti abās valodās ir līdzīgi autentiski.

Dienvidafrikas Ūnijas valdības vārdā:
C. T. te WATER.

Vācu Valsts valdības vārdā:
HOESCH.

Austrālijas Federācijas valdības vārdā:
C. M. BRUCE.

Austrijas federālās valsts valdības vārdā:

Kanādas valdības vārdā:
G. H. FERGUSON.

Čīles Republikas valdības vārdā:
J. E. TOCORNAL.

Viņa Majestātes Ēģiptes Karaļa valdības vārdā:
A. W. DAWOOD.

Spānijas Republikas valdības vārdā:
RAMÓN PÉREZ de AYALA.

Irījas Brīvvalsts valdības vārdā:
J. W. DULANTY.

Amerikas Savienoto Valstu valdības vārdā:
ROBERT W. BINGHAM.

Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karalvalsts valdības vārdā:
JOHN SIMON.

Grieķijas Republikas valdības vārdā:
D. CACLAMANOS.

Ungārijas Karalvalsts valdības vārdā:
SZECHENYI.

Viņa Majestātes Itālijas Karaļa valdības vārdā:
DINO GRANDI.

Latvijas Republikas valdības vārdā:
CH. ZARINE.

Meksikas Savienoto Valstu valdības vārdā:
J. SÁNCHEZ MEJORADA.

Viņas Majestātes Holandes Karalienes valdības vārdā:
R. de MAREES van SWINDEREN.

Jaunzēlandes valdības vārdā:
C. J. PARR.

Panamas Republikas valdības vārdā:

Paragvajes Republikas valdības vārdā:
R. ESPINOZA.

Viņa Majestātes Persijas Šacha valdības vārdā:
M. K. SCHAYESTEHEH.

Polijas Republikas valdības vārdā:
SKIRMUNT.

Čehoslovāku Republikas valdības vārdā:
JAN MASARYK.

Venecuēlas Savienoto Valstu valdības vārdā:
DIÓGENES ESCALANTE.

PARAKSTĪŠANĀS PROTOKOLS.

Parakstot ar šās dienas datumu apzīmēto nolīgumu par nāves cēloņu statistiku, apakšā parakstījušies pienācīgi pilnvarotie pilnvarnieki deklarē, ka viņi vienojušies par sekojošo:

1) Zemāk minētās Līdzējās valdības, kurām nav iespējams sastādīt un publicēt centrālizētas statistikas par savu galveno teritoriju visu izplatījumu, līdz ar šo ierobežo savus pienākumus attiecībā pret minēto nolīgumu uz sekojošām savu galveno teritoriju daļām:

Dienvidafrikas Ūnijas valdība —

(a) pilsētu apgabali;

(b) apgabali, kas nav pilsētu apgabali un uz kuriem attiecas 1923. gada akts № 17;

Viņa Majestātes Ēģiptes Karaļa valdība —
Vietas.

(Veselības inspektorāti.)

Apriņķi.

Kaira —

Abdīn.
Bab-el-Sha'riya.
Būlaq.
El Darb-el-Ahmar.
El Ezbekiya.
El Gamāliya.
Helwan.
El Khalifa.
El Musky.
Vec-Kaira.
El Saiyeda-Zeinab.
Shubra.
El Wayli —
El Abbasiya.
Heliopolis.
El Zaytūn.

Aleksandrija —

El Attarin.
El Gumruk.
Karmūs.
El Labban.
El Manshiya.
Mina-el-Basal.
El Hadra.
Muharram Bey.
El Rami.

Kanāis —

Ismālija (pilsēta)
Port-Fouad.
Port-Saīda (pilsēta).
Damiette.
Sueca.

Lejas-Ēģipte.

Beheiras province —

Abu El Matāmīr-el-Qibliya.
Abu Hummus.
Damanhūr (apr. pilsēta).
El Dilingāt.
Ezab Difshu.
Ityāi-el-Bārūd.
Kafr Dāvūd.
Kafr-el-Dauwār.
Kōm Hamāda.
El Mahmūdiya.
El Montazah.
Rōsetta.
Shubrākhīt.

Daqahliyas province —

Aga.
Dikīrnīs.
Fāriskūr.
El Kurdi.
Mahallet Anshaq.
El Mansūra (apr. pilsēta).
El Manzala.
El Matariya.
Mit Abu Khālid.
Mit-el-'Amīl.
Mit Ghamr.
El Simbillāwein.
Timai-el-Amdid.

Charbiyas province —

Abu Mandūr.
Baltim.
Basyūn.
Bilqās.
Disūq.
Fuwa.
Kafr-el-Sheikh.
Kafr-el-Zaiyāt.
El Mahalla-el-Kubra.
Motobus.
Qallīn.
Qutūr.
Samannūd.
El Santa.
Shirbīn.
Talkha.
Tanta (apr. pilsēta).
Zifta.

Minufiyas province —

Ashmūn.
El Bāgūr.
El Batanoun.
Istanha.
Kafr Rabi'.
Minūf.
Shatānūf.
Shibīn-el-Kom (apr. pilsēta).
El Shuhada et Sirsina.
Tala.

Qalyubiyaz province —

El 'Amār-el-Kubra.
Benha (apr. pilsēta).
El Khānka.
Qalyūb.

El Qanāter-el-Khairiya.
Sindbīs.
Shibīn-el-Qanātīr.
Shubra-el-Kheima.
Tūkh.

Sharqiyas province —

Abou Hammad.
Abou Kebir.
Belbeis.
Fāqūs.
Geziret Seoūdi.
Hihiya.
Kafr Saqr.
Mashtūl-el-Sūq.
Minyet-el-Qamh.
El Šalhiya.
El Sanāfin.
Tal Rak.
Zagazig (apr. pilsēta).

Augš-Ēģipte.

Aswanas province —

El Alaqi.
Aswān (apr. pilsēta).
Edfu.
Kōm Omhōo.
El Redissiya Bahari.
Ahiba.

Asyutas province —

Abnūb.
Abu Tig.
Asyūt (apr. pilsēta).
El Badāri.
Dairūt-el-Mahatta.
Deir Mawās.
Mallawi.
Manfalūt.
El Motca.
El Qūsiya.
El Roda.
Sidfa.

Beni-Suefas province —

Abu Sir-el-Malaq.
Beni-Suef (apr. pilsēta).
Biba.
Ihnassia-el-Madina.
El Shantūr.
El Wasta.

Faiyūmas province —

El Faiyūm (apr. pilsēta).
Ibshawāi.

Jaunzēlandes valdība —

North Island un tuvējās saliņas;
South Island un tuvējās saliņas;
Stewart Island un tuvējās saliņas;
Chatham Islands.

2) Augšā minētās Līdzējās valdības var katrā laikā, kamēr šis nolīgums spēkā, attiecināt šī nolīguma piemērošanu uz jebkuru no savu galveno teritoriju daļām, izņemot tās daļas, kurām saskaņā ar iepriekšējo paragrafu nolīgums jau piemērojams, nosūtot diplomātiskā ceļā notifikāciju Apvienotās Karalvalsts valdībai.

3) Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karalvalsts valdība nosūta visām Līdzējām valdībām norakstus no notifikācijām, kurās viņa saņemusi saskaņā ar iepriekšējo paragrafu.

Izgatavots Londonā 1934. gada deviņpadsmitā jūnijā, franču un angļu valodās, pie kam teksti abās valodās līdzīgi autentiski.

Dienvidafrikas Ūnijas valdības vārdā:
C. T. te WATER.

Vācu Valsts valdības vārdā:
HOESCH.

Austrālijas Federācijas valdības vārdā:
C. M. BRUCE.

Austrijas federālās valsts valdības vārdā:

Kanādas valdības vārdā:
G. H. FERGUSON.

Čīles Republikas valdības vārdā:
J. E. TOCORNAL.

Viņa Majestātes Ēģiptes Karaļa valdības vārdā:
A. W. DAWOOD.

Spānijas Republikas valdības vārdā:
RAMÓN PÉREZ de AYALA.

Irījas Brīvvalsts valdības vārdā:
J. W. DULANTY.

Amerikas Savienoto Valstu valdības vārdā:
ROBERT W. BINGHAM.

Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotās Karalvalsts valdības vārdā:
JOHN SIMON.

Grieķijas Republikas valdības vārdā:
D. CACLAMANOS.

Itsa.
El Nazla.
Sinnūris.
Tāmīa.

Girgas province —

Akhmīm.
Awlad Hamza.
El Balyana.
Girga.
El Khiyām.
El Manshāh.
El Marāgha.
Nazlet 'Imara.
Sohāg (apr. pilsēta).
Tahua.
Tima.

Gizas province —

El Aiyat.
El Giza (apr. pilsēta).
El Hawamdiya.
Imbāba.
Mazghouna.
Osim.
El Saff.
Sōal.

Mīnyas province —

Beni Mazār.
El Fant.
El Fashn.
El Fikriya.
El 'Idwa.
Maghāgha.
Minshāt Matāi.
El Mīnya (apr. pilsēta).
Samālūt.

Qenas province —

Abu Shūsha.
Armant-el-Wabūrāt.
El Deir.
Dishna.
Farshūt.
Isna.
Luxor.
Nag' Hammādi.
Naqāda.
Qaft.
Qena (apr. pilsēta).
Qūs.
El Waqf.

Ungārijas Karalvalsts valdības vārdā:
SZECHENYI.

Viņa Majestātes Itālijas Karaļa valdības vārdā:
DINO GRANDI.

Latvijas Republikas valdības vārdā:
CH. ZARINE.

Meksikas Savienoto Valstu valdības vārdā:
J. SÁNCHEZ MEJORADA.

Viņas Majestātes Holandes Karalienes valdības vārdā:
R. de MAREES van SWINDEREN.

Jaunzēlandes valdības vārdā:
C. J. PARR.

Panamas Republikas valdības vārdā:

Paragvajes Republikas valdības vārdā:
R. ESPINOZA.

Viņa Majestātes Persijas Šacha valdības vārdā:
M. K. SCHAYESTEHEH.

Polijas Republikas valdības vārdā:
SKIRMUNT.

Čehoslovāku Republikas valdības vārdā:
JAN MASARYK.

Venecuēlas Savienoto Valstu valdības vārdā:
DIÓGENES ESCALANTE.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Zemkopības ministra rīkojums par vietējā piensaimniecības ražojumu tirgus kārtošana.

Pamatojoties uz likuma par piensaimniecības ražojumu kontroli un tirdzniecību (Lik. kr. 1934. g. 314 p. 7 un piezīmi pie tā), noteicu, ka paju sabiedrība Latvijas centrālās sviesta eksports ar š. g. 1. septembri stājas pie vietējā piensaimniecības ražojumu tirgus kārtošana. Sākot ar minēto dienu, viss pienotavās ražotais sviests, izņemot to daļu, kas izsniegta atpakaļ piena piegādātājiem viņu saimniecību vajadzībām, nodota pienotavu darbinieku patēriņam un arī Zemkopības ministrijas noteiktā pienotavu darbības rajonā pārdota vietējam patēriņam, iesūtāms caur piensaimniecības ražojumu izvērtēšanas organizācijām Valsts saldētavā paju sabiedrībai Latvijas centrālās sviesta eksports.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Zemkopības departamenta direktors P. Grāvis.

Zemkopības ministra rīkojums piensaimnieku sabiedrībām, pienotavu īpašniekiem un pagastu valdēm.

Ievērojot to, ka likums par piensaimniecības ražojumu tirgus kārtošana (Lik. kr. 1935. g. 135), ar kuru no š. g. 1. septembra atcelts likums par piena izmantošanas veicināšanu (Lik. kr. 1934. g. 313), neparedz vairs nekādus atvilkumus parādu dzēšanai no piena ražotājiem pienākošām maksām, noteicu līdzšinējo valsts piemaksu norēķinu lietā sekojošo:

- 1) piensaimnieku sabiedrībām un pienotavu īpašniekiem jāsatāda līdzšinējās instrukcijas pie likuma par piena izmantošanas veicināšanu 8. panta pirmajā daļā („Vald. Vēstn. 1935. g. 23. num.”) norādītie saraksti uz 1935. g. 1. septembri par laiku no 1935. g. 1. aprīļa līdz 31. augustam un jāiesūta 2 saraksta eksemplāri Zemkopības departamentam ne vēlāk par 1935. g. 1. novembri.
- 2) Parādu dzēšana pēc šiem sarakstiem jāizdara tūlīt pēc 1. novembra līdzšinējā kārtībā.
- 3) Pagastu valdēm jāņem par pamatu atzīmēt minētās instrukcijas 8. panta trešās daļas 3. punktā paredzētie Latvijas bankas 3% aizdevuma parādiņu saraksti, kurus kredītiestādes viņām iesūtījušas uz 1935. g. 1. janvāri.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 7176.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Zemkopības depart. direktors P. Grāvis.

Visiem virsmežziņiem un mežziņiem 29. apkārtraksts.

Pamatojoties uz Ministru kabineta š. g. 22. augusta lēmumu, uzdošu izsniegt ārpus normas š. g. rudenī negaisā cietušām lauksaimniecībām būvkokus nopostīto un bojāto ēku atjaunošanai un remontiem par 1/5 taksas cenas, uz nomaksu 1 gada laikā, nepārsniedzot instrukcijā pie likuma par valsts kredītiem un pabalstiem lauksaimniecības būvniecībai paredzētās normas, bet kokus labības žāvēšanai — bez maksas.

Būvkoki izsniedzami uz vietējo lauku pašvaldību apliecību pamata. Izsniedzot kokus uz nomaksu, samaksa jānodrošina ar vekseli.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Mežu dep-ta direktors J. Ozols.

Noteikumu papildinājums par ogu un riekstu lasīšanu valsts mežos.

Noteikumus par ogu un riekstu lasīšanu valsts mežos, kas izsludināti „Vald. Vēstn.” 1930. g. 163. num., papildināt ar sekojo:

1935. gadā izņēmuma veidā nolieku dzērvenju ogu un riekstu lasīšanai valsts mežos šādus termiņus:

dzērvenēm sākot ar 20. septembri, riekstiem sākot ar 14. septembri.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Mežu departamenta direktors J. Ozols.

Lauksaimniecības pārvaldes priekšnieks J. Zariņš.

Apstiprinu
1935. g. 28. augustā.
Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Noteikumi par sviesta novērtēšanu un apzīmēšanu.

(Izdoti uz Likuma par piensaimniecības ražojumu kontroli un tirdzniecību — Lik. kr. 1934. g. 314 — 10. p. pamata.)

1. Sviesta novērtēšanu izdara Valsts saldētavā Rīgā, parastā darba laikā, ne agrāk kā pēc 24 stundām un ne vēlāk kā pēc 48 stundām, skaitot no sviesta ieviešanas laika saldētavā.

Izņēmumi šē minētos termiņos pieļaujami ar piensaimniecības ražojumu kontroles vadītāja piekrišanu.

2. Sviesta novērtēšanu izdara piensaimniecības ražojumu kontroles eksperti, ekspertu asistentam vai pienotavu revidentam piepalīdzot. Pēdējiem ir tiesība likt attaisīt kaut kuru vai arī visas katras partijas mucīgas. Pie sviesta novērtēšanas var būt klāt divi pienotavu pārstāvji, no kuriem vienu izrauga Latvijas piensaimniecības centrālā savienība, otru — pārējās izvērtēšanas organizācijas un apstiprina Zemkopības ministrijas Zemkopības departamenta direktors.

3. Ekspertu asistents vai pienotavu revidents nozīmē mucīgas sviesta paraugu noņemšanai. No katras mucīgas var ņemt paraugu ne lielāku par 75 gramiem.

4. Sviestu novērtēšana notiek aizklāti, t. i. ekspertiem nezinot pienotavu.

5. Eksperti novērtē sviesta īpašības: garšu, smaržu, konsistenci, izskatu, vērā ņemot iestampāšanu, mucīpu apstrādāšanu un iesaiņošanu pēc 15 punktu sistēmas, nosakot kvalitāti pēc partijā atrastās sliktākā sviesta mucīgas. Punktu skaitu ieraksta novērtēšanas protokolos. Protokolus paraksta eksperti, ekspertu asistents vai pienotavu revidents un arī sviesta uzraugs.

6. Uz piensaimniecības ražojumu kontroles ekspertu novērtējuma vai arbitrāžas komitejas ekspertīzes, laboratorijas un izturības datu pamata sviestu iedala šādās šķirās:

- 1) 1. a šķira ar 11,6 un vairāk labuma punktiem un kas atbilst citām eksporta sviesta prasībām;
- 2) 1. b šķira ar 11,1—11,5 labuma punktiem un kas atbilst citām eksporta sviesta prasībām;
- 3) 1. c šķira ar ne zemāk kā 11,1 labuma punktiem, bet uzrāda vai nepilnīgu svaru, nepiemērotu iestampājumu vai iesaiņojumu, eksportam nepiemērotu, bet ne augstāku par 20% ūdens saturu vai sviestu, kas pārbaudīts izturībā un izstādīts apskatēs;
- 4) 2. a šķira ar 9,6—11 labuma punktiem un kas atbilst citām eksporta sviesta prasībām;
- 5) 2. b šķira, kas atbilst iepriekšējā punkta prasībām, bet uzrāda vai nepilnīgu svaru, nepiemērotu iestampājumu vai iesaiņojumu, eksportam nepiemērotu, bet ne augstāku par 20% ūdens saturu vai sviestu, kas pārbaudīts izturībā un izstādīts apskatēs;
- 6) 3. šķira, kas neizpilda eksporta sviesta prasības.

Piezīme. Sviests ar augstāku par 20% ūdens saturu no Valsts saldētavas izlaižams vienīgi pārkausēšanai.

7. No visiem 1. šķiras sviesta kārtējiem novērtēšanas punktiem izdarāmi attiecīgās pienotavas pēdējās izturības pārbaudes atvilkumi šādā kārtā:

Izturības pārbaudē iegūtais punktu skaits	Izturības atvilkumi
11,3 un augstāk	—
11,2—11,1	0,1
11,0	0,2
10,9	0,3
10,8—10,7	0,4
10,6—10,5	0,5
10,4—10,3	0,6
10,2—10,1	0,7
10,0 un zemāk	0,8

8. Pie visiem sviesta kārtējiem novērtēšanas punktiem izdarāms pielikums — 0,1 p. par sāls saturu un 0,1 p. par krāsas pakāpi, ja sviests gatavots pēc piensaimniecības ražojumu kontroles pienotavai dotiem norādījumiem un atbilst noteikta tirgus īpatnējām prasībām.

9. Piensaimniecības ražojumu kontrole pārbaudīto sviestu atzīmē ar atbilstošu šķiru zīmēm.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

1935. g. 26. augustā.

AKTĪVĀ.	Lati	S.	PASĪVĀ.	Lati	S.
Zelts lūjumos un monētās	45 365	303 21	Bankas naudas zīmes apgrozībā	33 322	269 —
Ārzemju valūta	4 327	014 74	Pamata kapitāls	20 821	809 72
Sudraba nauda	16 387	027 —	Rezerves kapitāls	5 186	740 32
Valsts kases zīmes un metāla nauda	13 995	009 33	Noguldījumi	20 081	762 80
Īsa termiņa vekseli	54 688	443 99	Tekoši rēķini	92 393	754 93
Aizdevumi pret nodrošinājumiem	58 310	015 82	Valsts rēķini un depozīti	36 769	358 52
Citi aktīvi	21 021	461 75	Citi pas.vi.	6 513	589 55
	215 094	275 84		215 094	275 84

Rīgā, 1935. g. 28. augustā.
16957

Padomes priekšsēdētājs A. Klīve.
Galvenais direktors K. Vanags.

10. Ja, izvedot sviestu uz ārzemēm, rodas aizdomas par šķiras maiņišanos pirms 2 nedēļām vai agrāk novērtētam sviestam, tad piensaimniecības ražojumu kontrolei tiesība to pārbaudīt otrreiz.

11. Ja eksportieris vai sviesta izvērtēšanas organizācijas nav apmierināti ar ekspertu atzīto sviesta šķiru vai apakššķiru, tad viņiem ir tiesība pieprasīt arbitrāžas komitejas ekspertīzi. Tādā gadījumā piensaimniecības ražojumu kontrole sasauc arbitrāžas komiteju 24 stundu laikā un liek sviestu pārvērtēt. Pie pārvērtēšanas arī arbitrāžas komitejai ir tiesība ņemt sviesta paraugu no katras mucīgas, bet ne lielāku par 75 gramiem.

Noteikumi spēkā ar 1935. g. 1. septembri. Ar šo atvītoti noteikumi par sviesta novērtēšanu un apzīmēšanu („Vald. Vēstn.” 1935. g. 23. num.).

Zemkopības departamenta direktors P. Grāvis.

Piensaimniecības ražojumu kontroles vadītājs J. Fridenbergs.

Pārgrozījumi skolas darbu iekārtā obligātoriskās skolās.

„Valdības Vēstnesis” š. g. 120. numurā izsludinātā rīkojuma par skolas darbu iekārtu 1935./36. māc. gadā 2. pantu par obligātorisko mācību izteikt šādi:

Mācību sākums visu tipu pilsētu skolās 1935. g. 9. septembrī, visās lauku pamatskolās 1935. g. 1. oktobrī. Mācību sākums visās židu skolās 1935. g. 3. septembrī. Pārbaudījumi iekārtojami priekš kārtējo mācību sākuma.

Piezīme. Pilsētu bērniem, kas aizņemti lauku darbos, soda nauda par skolas neapmeklēšanu nav uzliedzama līdz 1935. g. 1. oktobrim.

Rīgā, 1935. g. 27. augustā. P. 3624

Izglītības ministrs A. Tentelis.
Skolu depart. vicedirektors K. Ozoliņš.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Rudolfs Bergfelds lūdz atmaksāt viņam 1932. g. 30. janvārī atļautā nodokļu biroja Rīgā nodrošināšanai iesniegto nodrošinājumu, kāpēc leklīetu ministr. administratīvais departaments uzaicina personas, kurām pret minēto biroju būtu kādas prasības, pieteikt tās leklīetu ministrijai 3 mēnešu laikā pēc šī paziņojuma izsludināšanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Pēc šī termiņa notecēšanas prasības nepieņem un nodrošinājumu izsniegs atpakaļ pēc piederības.

Rīgā, 1935. g. 27. augustā. 7037.

Administratīva departamenta direktors Anšmits.

Iekšējās apsardzības nodaļas priekšnieks R. Kondrats.

Dzelzceļu ziņas.

Ar š. g. 30. augustu jaunatvērtajā pieturā Laicēnē starp Vaidavu-Api pieturēs 5., 6., 18. un 19. pasažieru vilcieni. Laicēnē 5. vilc. pien. plkst. 20.54, aiziet uz Gulbeni plkst. 20.55; 6. vilc. pien. plkst. 5.45, aiziet uz Api 5.45,5; 18. vilc. pien. plkst. 21.36, aiziet uz Api 21.36,5; 19. vilc. pien. plkst. 5.06,5, aiziet uz Gulbeni plkst. 5.07.

Ekspluatācijas direktors R. Garsels.
Pasažieru nodaļas vadītājs P. Miezāns.

Iecelšanas un atvaļinājumi.

Rīkojums.
Pamatojoties uz likumu par zemes ceļu satiksmi 17. p. („Vald. Vēstn.” 1931. g. 61. num.) un instrukciju par ceļu lietošanu un satiksmes kārtību („Vald. Vēstn.” 1931. g. 233. num.), nozīmēju par locekļiem automobiļu un motociklu pārbaudes komisijās: 1) Rēzeknē — rajona in-

ženieri Augustu Zileviču, līdzšinējā locekļa inženiera Krastiņa vietā, 2) Cēsis — rajona inženieri Robertu Upmāni, līdzšinējā locekļa inženiera Beļtana vietā.

Rīgā, 1935. g. 27. augustā. 6953/992.
Iekšlietu ministrs V. Gulbis.
Administratīva departamenta direktors Anšmits.

RĪGA.

Tramvaju un autobusu braucēju ievērbībai.

Ar šodien, 29. augustu, plkst. 13, sāksies tramvaja satiksme pa jaunizbūvēto 11. līnijas daļu pa Kšēzera ielu un Kokneses un meža prospektiem līdz Zoologiskam dārzam.

Ar šo pašu brīdi 22. autobusa līnijas maršrutu novirzīs no Meža prospekta gar Zoologisko dārzu pa Ezermalas ielu līdz Hamburgas ielai, bet tramvaja satiksmi pa Jachtkluba ielu un autobusu satiksmi pa Kokneses prospektu slēgs.

Māksla.

Nacionālā opera. Ceturtdien, 29. augustā, tautas izrādē „Demons”. Piedalās G. Pērkonis, H. Lūse, A. Kaktiņš, J. Niedra u. c. Dirģents T. Reiters. — Piekdien, 30. augustā, tautas izrādē balets „Sarkanā Magone”. Piedalās viss balets. Dirģents T. Reiters. — Sestdien, 31. augustā, tautas izrādē „Lolitas brīnumputns”. Galvenās lomās G. Pērkonis, N. Ūlande-Sulce, H. Lūse, N. Vasiljevs, A. Kortāns, J. Niedra u. c. Dirģents J. Kalniņš. — Svētdien, 1. septembrī, pulksten 13.30 tautas izrādē balets „Gulbju ezers”. Katrs pieaudzis var ņemt 1 bērnu par brīvu līdz, 2 bērni var ņemt ar 1 biļeti. Pulksten 19.30 „Otello”, viesdirģenta Saivatore Indovino vadībā.

Nacionālās operas filma. Gaismas skaņu filmu „Kurp eji” izrādīs Nacionālajā operā sestdien, 31. augustā, pulksten 17.30 un svētdien, 1. sept., pulksten 11 un 17.30. Filma uzņemta pēc rakstnieka H. Senkeviča romāna „Quo vadis”. Darbība notiek Romā, Nerona valdīšanas laikā. Lieliski skati. Piedalās milzīgas ļaunu masas. Galvenās lomās E. Jannings, Viktors de Kova, Liane Haid u. c. Ar savu vareno īscenējumu un masu skatiem filma ieguvusi pasaules slavu. — Jaunākajā Latvijas kronikā redzēsim pēdējos notikumus valsts dzīvē. Viss programmas komēdija. Ieejas maksa 20, 30, 50 sant. un 1 lats. Kases operā atvērta stundu pirms sākuma.

Nacionālais teātris. Ceturtdien, 29. augustā, pulksten 19.30 lētā izrādē „Svešas asinis”. — Piekdien, 30. aug., plkst. 19.30 lētā izrādē „Labi vārdi”. — Sestdien, 31. augustā, pulksten 19.30 sezonas atklāšana. Pilnīgi jaunā krāšņā īscenējumā „Skroderdienas Silmāčos”. Antonijas lomā Lilija Stengele. Reģisors A. Amtmānis - Briedītis. Dekorators J. Kuģa. A. Būmaņa mūzika. Dirģer t: K. Liepiņš. Dejas īstādējs Z. Lepne. Abonentiem derīga 1. un 5. biļete.

Līdz ar sezonas atklāšanu teātris svin savu 5.000 izrādi. Izrādi ievadīs ar dzejnieces Aspazijas prologu un valsts himnu.

Dalles teātris. Ceturtdien, 29. augustā, dziesmu spēle „Fraskita”. — Piekdien, 30. augustā, lētā izrādē „Monmartra vijolīte”. — Sestdien, 31. aug., tautas izrādē „Seši mazi bundzinieki”.

KURSI.

Rīgas biržā 1935. gada 29. augustā.

Devizes:

1 Amerikas dolars	3,06—3,16
1 Anglijas mārciņa	15,07—15,37
100 Francijas franku	20,21—20,41
100 Beļģijas belgu	52,00—53,00
100 Šveices franku	100,00—101,00
100 Itālijas liru	25,00—26,00
100 Zviedrijas kronu	77,75—79,75
100 Norvēģijas kronu	75,75—77,75
100 Dānijas kronu	67,25—69,25
100 Austrijas šilīņu	61,00—63,00
100 Čehoslovākijas kronu	12,70—13,10
100 Holandes guldeņu	207,50—209,50
100 Vācijas marku	123,00—123,80
100 Somijas marku	6,60—6,90
100 Igaunijas kronu	83,00—85,00
100 Polijas zlotu	57,80—59,00
100 Lietavas litu	51,70—52,10
100 Dancigas guldeņu	57,80—59,00

Vērtspapīri:
6% Zemes bankas ķīlu zīmes

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.
Zvērināts biržas māklers H. Kiršteins.

Redaktors M. Ārons.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civilprocesa nolikumu 1575. p. paziņo, ka 1935. gada 18. septembrī minētās nodalās atklāta tiesas sēde nolāsis 1935. g. 28. aprīlī Valmierā mirušās Marijas Jāna m. Bergfelds (Bergfeldt), dzim. Ozoliņš, testamentu. 16804r Rīgā, 1935. g. 6. augustā. Priekšsēdēt. b. v. J. Drānde. Sekretāra v. (paraksts).

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civilprocesa nolikumu 1575. p. paziņo, ka 1935. gada 18. septembrī minētās nodalās atklāta tiesas sēde nolāsis 1927. g. 17. februārī Sidgundas pag. mir. Jāna Karļa d. Pilādža testamentu. 16807r Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Priekšsēdēt. b. v. J. Drānde. Sekretāra v. (paraksts).

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civilprocesa nolikumu 1575. p. paziņo, ka 1935. gada 18. septembrī minētās nodalās atklāta tiesas sēde nolāsis 1935. g. 7. jūlijā Rīgā mirušā Jāna Gederta d. Kūma testāmentu. 16805r Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Priekšsēdēt. b. v. J. Drānde. Sekretāra v. (paraksts).

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civilprocesa nolikumu 1575. p. paziņo, ka 1935. gada 18. septembrī minētās nodalās atklāta tiesas sēde nolāsis 1920. g. jūnijā Jekaterinoslavā mirušā Edgara Jāna d. Eglīša testāmentu. 16806r Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Priekšsēdēt. b. v. J. Drānde. Sekretāra v. (paraksts).

Rīgas apgabaltiesas 3. kriminālnodaļa 1935. g. 10. aprīlī sodīja Latvijas pilsoni Moteli Herca d. Kutoku, 38. g. vecu, uz Sodū lik. 235. un 239. p. pamata ar 200 latiem, pārversēt to viņa maksātnespējas gadījumā uz 1 mēnesi un 2 nedēļām arestā. Spriedumu izsludināt uz viņa rēķina. Latvijas tiesu palātas krimināldepartaments 1935. g. 2. jūlijā atklāta tiesas sēde nosprieda: Rīgas apgabaltiesas 1935. g. 10. aprīlī spriedumu apstiprināt. L. № 254/35. 16765r Rīgas apgabalt. prokurora sekretāra pal. (paraksts).

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 595. num. ierakstītās firmas „Vilhelms Millers” uzņēmums — ordeņu un nozīmju darbnīca — 1935. g. 17. aug. pārvietots no Valnu ielas 4/6 uz Zigfr. Meierovica bulv. 10. Rīgā. Minētās, saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1935. g. 23. aug. lēmumu, atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 16771g Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 916. num. ierakstītās firmas „C. Goerke” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. aug. lēmuma pamata, ierakstīts: Bez galvena uzņēmuma — modes sīku preču, rokdarbu piederumu un žurnālu tirgotavas Rīgā, Mārstaļu ielā 2/4, firmai ir vēl modes, sīku preču, rokdarbu piederumu un žurnālu tirgotavas: a) Rīgā, Brīvības ielā 31. un b) Rīgā, Kr. Barona ielā 24/26. Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 2999. num. ierakstītās firmas „Sabiedrība „Richard Kabltz” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. aug. lēmuma pamata, ierakstīts prokurāts Kurts Plavnieks ar pilnvaru-prokūru 1935. g. Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 3000. num. ierakstītās firmas „Satiksme „E. Liepiņš un biedri” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1935. g. 23. aug. lēmuma pamata, ierakstīts: 1) Komanditsabiedrības darbības nozare ir uzturēt kārtēju auto satiksmi līnijā Tukums-Vane-Kabile. 16770g 2) Pilnvarnieks Jānis Liepiņš. Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas 10. iec. mirtiesnesis ar 1935. g. 9. maija spriedumu sodījis Nikolaju Pustosko, dzīv. Maskavas ielā 75/77, viņa tirg., par tirgošanos ar sabojātu ievārtījumu, pēc Sodū lik. 236. p. 1. d. ar Ls 15 vai nemaksas gadījumā ar 15 dienām arestā. Spriedums stājies likumīgā spēkā. 16836r Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Mirtiesn. V. Bišentrops.

Rīgas 16. iec. mirtiesnesis, uz Civ. proc. lik. 2011. 2014., 2019. p. pamata, paziņo, ka pēc mirušās Neches Rubins ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētajā tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas dienas. Ja minētās personas savas tiesības augšminētajā termiņā nepieteiks, viņas atzīs par šīs tiesības zaudēšanu. Rīgā, 1935. g. 21. augustā. L. 1231/35. 16837r Mirtiesneša v. (paraksts).

Rīgas apgabalt. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1935. g. 12. septembrī plkst. 11 Rīgā, Tēraudlietuves ielā 16, dz. 1 pārdos 2. izsolē augusta Baltkaula mēbeles, novērtētas par Ls 223.— Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 16880r Rīgā, 1935. g. 27. augustā. Tiesu izpild. A. Grīnfelds.

Rīgas apgabaltiesas 9. iec. tiesu izpildītājs V. Strauss (Rīgā, Murnieku ielā 12, dz. 3), paziņo, ka 1935. g. 6. septembrī, plkst. 11 Rīgā, Timoteja ielā 1, dz. 12, pārdos Izaka Götliēba mēbeles un cit., novērtēti par Ls 1180.— Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1935. g. 16. aug. 16953 Tiesu izpild. V. Strauss.

Rīgas apgabaltiesas 12. iec. tiesu izpildītājs E. Liepiņš paziņo, ka 1935. g. 6. septembrī plkst. 11 Rīgā, L. Kalnu ielā 6, dz. 1, pārdos Elizabetes un Jāņa Kundziņu skapi un dīvanu, novērtēti par Ls 230.— Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1935. g. 23. aug. 16958 Tiesu izpild. E. Liepiņš.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs Jānis Daile (kanceleja: Ventspilī, Kuģinieku ielā 7), paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības piedziņai no Johana Roberta Rubberta 1935. gada 2. oktobrī plkst. 10 Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmā publiskā izsolē Johana Roberta Rubbertam pilnā sastāvā piederošu un pie Rīgas ostas pierakstītu preču tvaikonis „Estoril”, kas atrodas Ventspils ostā; 2) tvaikonis publiskais izsolei novērtēti par Ls 42.000.—; 3) tvaikonis apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 150.000.— ar 9/10%; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 4.200.—; 5) tiesības, kas tvaikonā pārdosānu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai. 16851 Visos pārdodamā tvaikonā dokumentos var ieskatīties Ventspils apgabaltiesas izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Ventspilī, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpildītājs J. Daile.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs Jānis Daile (kanceleja: Ventspilī, Kuģinieku ielā 7) paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 245,64 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdev. apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Stanislava Klimentija d. Rēpnieka nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā Kalēju ielā 17, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 195. num. un sastāv no gruntsgabala, 8478. kv. mtr. platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 190.—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 300.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 2000.— ar proc.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 9,40 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka atļauts iegūt pārdodamo nekustamo mantu; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16850 Ventspilī, 1935. g. 26. augustā. Tiesu izpildītājs J. Daile.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 527,28 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. gada 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Morducha Gdaliņa d. Frumermana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā Sporta ielā 4, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 11. num. un sastāv no gruntsgabala, 11,273 kv. mtr. platībā; 2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 330.—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 600; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītaj. jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 33.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekust. mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16634 Kārsavā, 1935. g. 22. augustā. Tiesu izpild. H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 183,20 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdev. apmierināšanai 1935. g. 23. nov. plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Apolnijas Antona m. Daugulis nekust. mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā Meža ielā 1, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 168. num. un sastāv no gruntsgabala, 10104 kv. mtr. platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 700.—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 200.—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 70.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16635 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Teklas Pēteris m. Eriks, dzim. Mičulis un Malaijas Alekseja m. Polkans, dzim. Mikaskins, nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā, Alejas ielā 3, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 250. num. un sastāv no gruntsgabala, 8224 kv. m platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 660.—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 200.—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 66.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16636 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Elia Onufra d. Igauna-Kaupuza nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā, Sporta ielā 18, ierakstīta zemes grām. reģ. 189. num. sastāv no gruntsgabala, 8588 kv. m platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 560.—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 200.—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 56.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16637 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 19.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16636 Kārsavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. gada 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 31.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16639 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16639 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 19.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16636 Kārsavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 55.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16637 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16637 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 5.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16640 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16640 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 5.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16641 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16641 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 5.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16642 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16642 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 5.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16643 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16643 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 19.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16636 Kārsavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 167,88 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 31.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16642 Kārsavā, 1935. g. 23. aug. 16642 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas hip. bankas prasības Ls 83,94 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. nov. plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Daniela

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Nauma Nikolaja d. Vesiljeva nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Izvairtas pag. Krekelišķu sādžā, ierakstīta zemes grām., reģistra 19825. num., 6. grūntī, 6,354 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 833,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 80,— Valsts zemes bankai; 4) solītājiem jāņem maksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 83,30 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomām nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieņem līdz izsoles dienai.

Visos pārdomām nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16665 Krāslavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpild. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Michaļa d. Kōleda nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Pustinas pag. ar nosaukumu „Priedītes“, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 735. num., 14. F grūntī, 17,80 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1950,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 900,—, Valsts zemes bankai; 4) solītājiem jāņem maksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 195,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomām nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieņem līdz izsoles dienai.

Visos pārdomām nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16666 Krāslavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izp. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Alfonsa Osipa d. Oļševska nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Kapinu pag. Ižanišķu sādžā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 22809. num., 19. grūntī, 8,677 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 976,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1050,— Valsts zemes bankai; 4) solītājiem jāņem maksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 97,60 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomām nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas pārdošanu novērš, jāpieņem līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdomām nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16667 Krāslavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izp. J. Avotnieks.

Višķu pag. valde izsludina par nederīgu Latv. iekšzemes pasi ser. MV № 012426/825, ko Kalsnavas pag. valde 1927. g. 20. decembrī izdevusi Donātam Pučanam. 14903r

Citu iestāžu sludinājumi.

PAZIŅOJUMS.

1935. g. 22. augustā finanču ministrs apstiprinājis Baltijas līnu audeklu manufaktūras akciju sabiedrības „Kengerags“ statūtu 9. § grozījumu, saskaņā ar ko sabiedrības pamatkapitāls no Ls 420.000,— samazināts uz Ls 380.000,—, kas sadalās 3.800 akcijās pa Ls 100,— katrā, no tām 200 priekšrocības akcijas un 3.600 pamatakcijas.

Kapitāla samazinājumam finanču ministrs apstiprinājis sekojošus noteikumus:

1. Sabiedrība samazina akciju kapitālu par Ls 40.000, no Ls 420.000,— uz Ls 380.000,—.
2. Minētā nolūkā sabiedrības valde nodod 400 II izlaiduma priekšrocības akcijas ar 3801. līdz 4200. num., pēc statūtu grozījuma apstiprin. Valstspapīru spiestuvei iznīcināšanai.
3. Trīs mēnešu laikā pēc šo noteikumu apstiprināšanas dienas, Finanču ministrijai jāiesniedz Valstspapīru spiestuves kvīts par 400 akciju ar 3801.—4200. num. iznīcināšanu. Pretējā gadījumā akciju kapitāla samazināšana uzskatāma par nenotikušu. 16775r

Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības nodaļas vadītājs V. Rauchmanis. Revidents A. Martinsons.

PAZIŅOJUMS.

Iekšlietu ministrijas preses un biedrību nodaļa, pamatojoties uz ugunsgrēku apkarošanas likuma 14. pantu, paziņo, ka š. g. 19. augustā ir reģistrēti Aumeisteru ugunsdzēsēju biedrības statūti.

Rīgā, 1935. g. 24. augustā, № 170026. 16884r Nodaļas vadītājs R. Lapsins. Biedrību biroja pārzinis A. Liepiņš.

PAZIŅOJUMS.

Iekšlietu ministrijas preses un biedrību nodaļa, pamatojoties uz ugunsgrēku apkarošanas likuma 14. pantu, paziņo, ka š. g. 19. augustā ir reģistrēti Dzerbenes brīvprātīgo ugunsdzēsēju biedrības statūti.

Rīgā, 1935. g. 26. augustā, 170022. 16885r Nodaļas vadītājs R. Lapsins. Biedrību biroja pārzinis A. Liepiņš.

Zemes ierīcības departamenta kultūrtechniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs šī gada 19. augustā ir apstiprinājis Bauņu mel. sab. statūtus. Sabiedrība ir ierakstīta meliorācijas sabiedrību reģistra VI gr. daļas 91 lpp. ar 2263. num.

Sabiedrības valde atrodas Valmieras apr. Bauņu pagasta Matišos, c. Matišiem. 16872r Daļas vadītājs Alf. Kupiers. Vec. sev. uzdev. ierēdnis T. Erlachs.

Nodokļu departam. nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. g. 4. sept. plkst. 12 Rīgā, Stabu ielā 81, dz. 8, pārdos vairāksolīšanā Eliasa Dimanšteina mēbeles, novērtētas par Ls 320,—, viņa 1929./31./32./33./34. gada tirdzn.-rūpn. un ienāk. nodokļu parāda piedzišanai. 16883r Rīgā, 1935. g. 27. augustā.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. gada 5. septembrī pulksten 12 Rīgā, Marijas ielā 128, pārdos otrreizējā vairāksolīšanā a/s „A. Jansons“ dažādas mantas, novērtētas par Ls 3520,—, viņas dažādu nodokļu parāda piedzišanai. 16882r Rīgā, 1935. g. 27. augustā.

Nodokļu departam. nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1935. g. 5. sept. plkst. 12 Rīgā, Gertrides ielā 119, pārdos vairāksolīšanā „T. Krauze & b-ri“ kantora iekārtu un 1 tvaika katlu, novērtētus par Ls 605,—, viņa 1932. g. tirdzn.-rūpn. nodokļu parāda piedzišanai. 16882r Rīgā, 1935. g. 27. augustā.

Rīgas pilsētas lombards izūtrupēs Zirgu ielā 12

1935. gada 4., 5. un 6. septembrī plkst. 18 zeltu, sudrabu, apģērbus, gridsegas, ādas, traukus un citas nepagarinātas un neizpirtas ķīlas no 1935. g. 28. janvāra līdz 19. februārim, iesk., ar E 94161-108550 num. 16863

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 143051/115791, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 3. XII izsniegusi Annai Palejs. 16780r

Dzelzceļu virsvaldes mašīnu un materiālu direkcija

noturēs 1935. g. 12. septembrī pulksten 12 Dzelzceļu virsvaldē Rīgā, Gogoļa ielā 3, 121. istabā

rakstveida izsoles

- a) apm. 700 tonnu lietuvoju koksa iegādei un
- b) apm. 700 tonnu kalēju akmeņoļu iegādei.

Izsoles dalībniekiem jāņem maksā drošības nauda 5% apmērā no piedāvājuma summas. L 2622 16876

Tuvākas ziņas izsniedz Dzelzceļu virsvaldes 117. istabā.

Šoseju un zemes ceļu dep. 11. rajona inženieris

izdos š. g. 10. sept. plkst. 10 savā kanc. Bauskā, Vienības ielā 73

jauktā izsolē

pārceļtuves nomu pār Daugavu

uz „Aizkraukles stac.—Pungu—Melleņu“ I šķ. ceļa. Drošības nauda Ls 100,—. L 2614 16875

Tuvākas ziņas rajona kancelejā parastā darba laikā.

Rīgas-preču stacijā

š. g. 2. un 3. septembrī plkst. 10 pārdos ūtrupē saņēmēju neizpirtos sūtījumus:

Vecu, lietotu, egļu un priežu būvmateriālu partiju, ne garāki par 3,1 m. sv. 15030 kg, pēc sūt. Ventspils-Rīga preču № 28; nosūt. K. Skudre, sau. dupl. uzrād.

Vecu, lietotu, egļu un priežu būvmateriālu partiju, ne garāki par 3,1 m. sv. 15780 kg, pēc sūt. Ventspils-Rīga preču № 29; nosūt. K. Skudre, sau. dupl. uzrād.

1 vieta avižu maklatūras, 11 kg, pēc sūt. Rēzekne I - Rīga preču 13; nosūt. N. Spivaks, sau. dupl. uzrād.

3 koka mucas, lietotas, 64 kg, pēc sūt. Ventspils - Rīga preču № 48; nosūt. L. Freibergs, sau. P. Uļjanovs. 16869r

Valmieras valsts komercskolai

vajadzīgs tautsaimn. priekšmetu skolotājs.

Ar zīmognodevu apmaksāti lūgumi iesūtāmi pa pastu vai iesniedzami skolas kancelejā līdz š. g. 2. septembrim. L 2627

Gulbenes pilsētas pamatskolai vajadzīgs skolotājs-ja

ar pilnām pamatskolas skolotāja tiesībām, kas spēj mācīt angļu valodu. Vēlams ar angļu valodas iestūti izglītību.

Lūgumi, nomaksāti ar vajadzīgo zīmognodevu, iesniedzami Gulbenes pilsētas galvai līdz š. g. 3. septembrim. Lūgumiem jāpievieno: 1) Ies dzīves apraksts, 2) vajadzīgie dokumenti un 3) apliecība par veselību.

Kandidātu izraudzīšana notiks š. g. 4. septembrī plkst. 14, pilsētas valde.

Gulbenē, 1935. g. 27. augustā, № 181. 16881r Gulbenes pilsētas valde.

Iekšlietu ministrijas pasu nodaļa izsludina par nederīgām šādas Latvijas ārzemju pasas, kas pieņemtas par nozaudētām: 1) 1929. g. 22. maijā Liepājā Ilzei Herbsts, dzim. Dzelce, izdoto pasi № 007886 B; 2) 1923. gada 1. februārī Liepājā Margrietei Brehholds izdoto pasi 537 un 3) Latvijas sūtniecības Viņē 1926. g. 24. jūnijā Aleksandram Ošupam izdoto pasi 135. 16873r

Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi № 007684 E, kas izdota Berlīnē 1933. g. 30. martā Jāzepam Rabinovičam. 16871r

Krasta artilērijas pulka komandieris izsludina par nederīgu šī pulka kapteiņa Hermāna Kauliņa personas apliecību 4067, ko viņam izdevis Vidzemes artilērijas pulka komand. 1932. g. 27. augustā un ko pagarinājis Krasta artil. pulka komandieris līdz 1935. g. 31. decembrim.

13. Bauskas aizsargu pulka komandieris izsludina par nederīgu nozaudēto lecasvas aizsardžu pulciņa dalībnieci Teklai Graubarts 1927. g. 9. jūnijā izdoto dienesta apliecību.

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 153202/154529, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1933. g. 4. VII izsniegusi Bernhardam Henigam.

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 49925/58979, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 11. VI izsniegusi Amālijai Jonas, dzim. Cilišis. 16782r

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 160468/159539, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1934. g. 27. I izsniegusi Ernai Pētersons, dzim. Kere. 16783r

Izglīt. ministr. tautskolotāju cenza komisija izsludina par nederīgu skolotāja Harija Ostepeka nozaudēto bijušās vācu izglītības pārvaldes 1930. gada 24. maijā izsniegto piltiesīģa vācu pamatskolu skolotāja liecību 1196. 16779r

Rīgas priekš. 1. iec. priekš. izsludina par nederīgu kara kl. apl. 9306, ko 1933. g. 14. XII 10. Aizputes kājn. pulka kom. izdevis Jēkabam Kārļa d. Lejam, dzim. 1911. g. 16776r

Rīgas priekš. 3. iec. priekš. izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību 6929, ko Česu kājn. pulka komandieris 1934. g. 22. VIII izdevis Zanim Osim, dzim. 1910. gadā. 16890r

Rīgas priekš. 9. iec. priekš. izsludina par nederīgu nozaudēto vieglā ornaņa skārda braukšanas num. „Rīga 1935. g. 172“, izdotu Monikai Biļuns. 16777r

Radiof. abon. kant. izsludina par ned. nozād. radiof. liet. atl. 86527, kas izd. 1934. g. 1. sept. Rozai Šneiders. L 2625.

Radiof. abon. kant. izsludina par ned. nozād. radiof. liet. atl. 66216, kas izd. 1933. g. 13. janv. Kārlim Palčanim. L 2626.

Rīgas apr. polic. 1. iecirkņa priekš. izsludina par nozudītiem: 1) Heinricham Jēkabsonam, dzīv. Olaines pag. „Mežmalos“, pieder. „Smit-Vesson“ sist. revolveri bez numura. un 2) Kārlim Abolam, dzīv. Baldones pag. „Pikstēs“, piederušo „Brovning“ sist. 6,65 kal. rev. № 41359. 16785r

Ārlavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. L. № 21361/81, ko Bukmuīžas pag. valde izdevusi Aleksandram Platačam. 16430g

Burtņieku pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto maizes labības 105. grām., ko šī pag. valde izdevusi Oskaram Silim 1934. g. 16580g

Cieceres pag. valde izsludina par neder. nozaudēto 263. darba grām., ko Sātiņu pag. valde 1932. g. izdevusi Zentai Roze.

Dundagas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 467. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Krišam Iesalniekam. 16795g

Grostonas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 44. labības grām., kas izdota Reinim Ozoliņam. 16328g

Jelgavas apr. polic. 3. iec. priekš. izsludina par nederīgu nozaudēto ieroču atļauju, ko 1931. g. 7. aug. Jelgavas apr. priekš. izdevis Arvidam Ulmam 1 revolvera un 1 medību bises turēšanai, un pagarinājis Jelgavas apr. pol. 3. iec. priekš. 1934. g. 20. VII līdz 1935. gada 19. jūlijam. 16562g

Jaunauces pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 6. labības grām., ko šī pag. v. 1934. g. izdevusi Jānim Turīkenam. 16469g

Jaunburtņieku pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 21. labības grām., ko šī pag. v. 1934. g. izdevusi Albertam Raģainim. 16200g

Kandavas pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās labības grām.: 1) 188. grām., ko šī pag. valde izdevusi Jānim Pūteham, un 2) 113. grām., ko Pūteham, pag. valde izdevusi Jānim Aberfeldam. 16211g

Kalupes pag. valde izsludina par nederīgu 66. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdev. Pēterim Miežim. 16722g

Kārsavas pag. valde atsauc savu sludinājumu „Vald. Vēstn.“ š. g. 121. num. par šīs pag. valdes 1930. g. 30. aug. Aleksandram Konopla izsniegtās pasas nozaudēšanu, jo tā atrasta.

Liepņas pasta un tel. kantoris izsludina par nederīgu radiofona abon. 31. atļauju, ko Gulbenes pasta-tel. kant. 1928. g. 6. martā izdevis Evaldīm Bielažam. 16319r

Mārkaines pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 206. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Aleksandram Johansonam. 16327g

Matkules pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 363. labības grāmatu, ko šī pagasta valde izdevusi Ansim Kleimberģim. 15503r

Matkules pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās 232, un 233. labības grāmatas, ko šī pag. valde izdevusi Robertam Šķeperim. 16197r

Nīgrandas pagasta valde izsludina par nederīgām nozaudētās zirga pasas: 1) 20468/38, ko Vaiņodes pag. valde 1925. g. 18. dec. izdevusi Jānim Narvilam-Markusam un kas pārrakstīta zirga tagadējam īpašniekam Adamam Adamsonam; 2) 1145, ko Ezeres pag. valde 1926. g. 30. nov. izdevusi Jānim Posmanim un kas pārrakstīta zirga tagadējam īpašniekam Ernestam Vainovskim.

Plāņu pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pag. valdes 1934. g. izdotās 3 labības grām.: 1) 9. grām., kas izdota Alvinci Purgalis, 58. — Pēterim Skrabis, un 97. — Jānim Jandavas, un 2) zirga pasi 870/170, ko šī pag. valde 1926. g. 2. martā izdevusi Jānim Avotīnam; pēd. zirga īpašn. Jānis Puja. 16794g

Purmalas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi 1899/04799, ko Mērdzenes pag. valde 1927. gada 3. janv. izdevusi Fedotam Dorofeja d. Solovjovam, kas ierakstīta Purmalas pag. zirgu reģistrā 1928. g. 24. nov. ar 49. num. un kas pārrakstīta kā pēdējam pircējam Jānim Golnbevam. 16000 g

Purmalas pag. valde izsludina par nederīgām sadegušās šīs pag. valdes 1928. g. 31. aug. izdotās Latvijas iekšz. pasas: 1) KT № 020229/3429, izd. Sofijai Verjanovs, un 2) KT № 020230/3430 —Darijai Verjanovs. 16435g

Dažādi sludinājumi.

Miltu tirdzn. un rūpn. A/S „A. Rank un Ko“ zem administrācijas uzaicina kreditoru sapulci

š. g. 12. septembrī plkst. 13 Rīgā, Rūpniecības ielā 7.

- Dienas kārtība:
1. Administrātoru ziņojumi.
 2. Administrācijas pagarināšana.
 3. Dažādi jautājumi.

Administrāt. A. Birznieks.

Augļu tirdzniec. paju sabiedr.

„AGRUMI“

likvidācijas komisija paziņo, ka saskaņā ar sabiedrības dalībnieku ārkārtējās 1935. g. 15. jūnija pilnas sapulces lēmumu paju sabiedrība

ir galīgi likvidēta.

16864 Likvidācijas komisija.

Slēgtā VĀCU TIRDZNIECĪBAS-RŪPNIECĪBAS DARBINIEKU DZĪVOKLU KOOPERĀTĪVA

likvidators, uz Noteikumu par kooperatīvām sabiedrībām un to savienībām (Lik. kr. 1934. g. 317.) 81. un 82. p. pamata, uzaicina šī kooperatīva kreditorus pieteikt viņam savus prasījumus pret kooperatīvu 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas; termiņā nepieteiktie prasījumi zaudēs spēku.

Tāpat uzaicina visus izpildu organus nodot viņam visus prasījumus, pēc kuriem pret šo kooperatīvu piedziņa jau uzsākta. Likvidators K. Andžāns, Rīgā, Brīvības ielā 24, dz. 6.

Slēgtā izdevniecības kooperatīva „SAIMNIECISKAIS BLOKS“

likvidators, uz Noteikumu par kooperatīvām sabiedrībām un to savienībām (Lik. kr. 1934. g. 317.) 81. un 82. p. pamata, uzaicina šī kooperatīva kreditorus pieteikt viņam savus prasījumus pret kooperatīvu 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas; termiņā nepieteiktie prasījumi zaudēs spēku.

Tāpat uzaicina visus izpildu organus nodot viņam visus prasījumus, pēc kuriem pret šo kooperatīvu piedziņa jau uzsākta. Likvidators K. Andžāns, Rīgā, Brīvības ielā 24, dz. 6.